

Résolutions adoptées par le présidium élargi du Comité
Exécutif de l'Internationale Communiste
(18-28 février 1930)

NOTE PRÉLIMINAIRE

Le Présidium élargi du Comité exécutif de l'Internationale communiste a siégé du 18 au 28 février 1930.

Il a tenu au total 16 séances.

L'ordre du jour comportait les questions suivantes :

1. La crise économique mondiale, le chômage de masse et la lutte gréviste (Rapporteur : MANOUILSKI) ;

2. Les tâches des sections de l'I.C. dans le domaine de la politique municipale (Rapporteur : HECKERT) ;

3. Rapports : a) Parti communiste anglais (POLLITT) ; b) Parti communiste italien (ERCOLI) ; c) Parti communiste allemand (THAELMANN) ; d) P.C. de l'U.R.S.S. (MOLOTOV) ;

4. Préparation du V^e congrès de l'Internationale syndicale rouge (Rapporteur : LOZOVSKY).

Cette brochure comprend toutes les résolutions adoptées par le Présidium élargi du C.E. de l'I.C.

LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE QUI VIENT : LE CHÔMAGE DE MASSE ET LA LUTTE GRÉVISTE

(Résolution sur le rapport de Manouilski)

La X^e session plénière du C.E. de l'I.C., en caractérisant la situation économique et politique mondiale, soulignait que le

trait distinctif de la troisième période du développement du capitalisme d'après guerre est la forte accentuation des contradictions fondamentales intérieures et extérieures de l'impérialisme.

Cette accentuation s'exprime actuellement par l'effondrement de plus en plus rapide de la stabilisation capitaliste, par l'extension de l'essor révolutionnaire du mouvement ouvrier mondial, par la maturation de la révolution antiimpérialiste dans les pays coloniaux : « La faillite du fameux mot d'ordre de « prospérité », lancé par la bourgeoisie américaine — dit la résolution de la X^e session plénière — est de plus en plus avérée ».

La crise économique qui a éclaté trois mois plus tard aux États-Unis, dans les conditions d'une dépression sévissant depuis longtemps dans nombre de pays capitalistes et coloniaux, accélère au plus haut point l'aggravation des contradictions fondamentales du capitalisme mondial, détruisant la légende bourgeoise de la « prospérité permanente » des États-Unis (Hoover) et portant un coup décisif aux théories social-démocrates du « capitalisme organisé ».

En démasquant le mensonge des conceptions réformistes de l'« exceptionnalisme américain » (Lovestone, Pepper) et aussi la pauvreté de la théorie selon laquelle « les problèmes du marché, des prix, de la concurrence, des crises deviennent de plus en plus des problèmes de l'économie mondiale et font place, à l'intérieur des pays, aux problèmes de l'organisation » (Boukharine), la crise américaine confirme l'appréciation de la troisième période, telle qu'elle a été

donnée par le VI^e Congrès et la X^e session plénière du C.E. de l'I.C.

I. La crise de croissance du chômage et l'aggravation des contradictions capitalistes.

1. La crise de surproduction aux États-Unis s'aggrave encore du fait qu'elle se développe au moment où s'exacerbent les contradictions entre l'accroissement des forces productrices et le rétrécissement des marchés, au moment où se manifeste avec une acuité spéciale la tendance, commune à tous les pays capitalistes, à la prolongation de la période de dépression, qui prend un caractère chronique.

Une série de branches importantes de l'économie mondiale (charbon, textile, constructions navales, etc...) ne sortent pas de la crise depuis plusieurs années, tandis qu'une série d'autres (caoutchouc, pétrole, métaux non ferreux, argent, etc.) y pénètrent.

Les pays capitalistes et les colonies sont déjà en proie à une crise agricole très aiguë, qui se manifeste dans certains pays par la surproduction des matières premières et des denrées agricoles (États-Unis, Canada, Australie, Argentine) et dans d'autres, principalement dans les pays coloniaux (Inde, Chine), par une grande surproduction des denrées agricoles.

La crise américaine éclate à un moment où une partie considérable de l'économie capitaliste mondiale est déjà dans un état de dépression économique chronique.

Dans une série de pays de l'Europe occidentale et centrale

(Pologne, Pays baltes, Autriche, Balkans), les longues dépressions et crises économiques, nées de la paupérisation formidable des masses et aggravées par le démembrement d'après-guerre, les survivances féodales, l'assujettissement de ces pays à l'impérialisme mondial, développent de plus en plus, dans ces pays, les prémisses d'une crise politique générale. Dans les colonies, la crise est liée au développement de formes particulièrement violentes d'exploitation du capital financier, appuyé sur le féodalisme indigène, à la large extension de la monoculture qui met l'économie coloniale dans la dépendance complète des fluctuations de la conjoncture économique dans les pays impérialistes (Inde, Egypte, etc...), à la chute particulièrement rapide des prix des matières premières coloniales, chute dépassant de loin celle des prix de tous les autres produits industriels et agricoles. La crise prend une acuité particulière dans les pays de type colonial du fait que l'asservissement des masses laborieuses par les impérialistes, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie indigène y est liée à la paupérisation inouïe des ouvriers et des paysans.

2. Issue de la crise générale du système capitaliste, la crise des États-Unis se transforme de plus en plus en une crise économique mondiale, et ce, pour les raisons suivantes : *a)* les États-Unis jouent un rôle dirigeant dans l'ensemble de l'économie mondiale capitaliste (près de 50 % de toute la production mondiale et de toutes les réserves d'or y sont concentrées) ; *b)* l'interpénétration des pays capitalistes due à l'organisation des trusts et des syndicats internationaux, aux exportations de capitaux et aux systèmes des dettes internationales, entraîne tous les autres pays dans la crise économique ; *c)* le resserrement du marché intérieur des États-

Unis oblige le capital américain à renforcer son offensive sur le marché mondial, ce qui aboutit à resserrer les marchés pour les autres pays capitalistes ; *d*) cette lutte du capital américain pour les débouchés influera sur la baisse des prix du marché mondial, et ruinera les concurrents plus faibles ; *e*) le recul de la production aux États-Unis entraîne une crise dans les pays exportateurs de matières premières et de produits demi-bruts aux États-Unis (Japon : soie ; Indochine : caoutchouc ; Brésil : café).

Tout cela fait que la crise qui sévit aux États-Unis commence à se répercuter dans tous les pays capitalistes de l'Europe occidentale.

Elle se manifeste par la baisse des prix ; la chute du cours des actions ; la réduction des émissions, la crise du change qui débute dans une série de pays coloniaux, l'augmentation des faillites, la diminution presque générale, bien qu'inégale, de la production et, enfin, la baisse des salaires et l'accroissement général du chômage.

Mais le développement inégal du système capitaliste détermine la diversité des formes, du degré et du caractère des phénomènes de crise dans les différents pays.

Dans certains pays, la crise américaine se répercute en les entraînant directement dans l'orbite de la crise (Canada, Australie) ; dans d'autres, elle aggrave la dépression déjà existante et cause son extension sur un territoire de plus en plus vaste (Europe orientale, colonies, Inde et Chine, Amérique du Sud, Japon) ; dans d'autres encore, elle fait mûrir une crise économique générale (Allemagne) ; ailleurs elle aggrave la

dépression chronique dans différentes branches importantes de l'industrie (Angleterre) ; dans d'autres pays, elle engendre l'apparition des premiers symptômes de crise : diminution de la production, licenciements d'ouvriers, chute des actions (France).

Par là même, la crise économique accentue la crise générale du système capitaliste en aggravant ses contradictions intérieures et extérieures, en ébranlant la stabilisation capitaliste précaire et en accélérant l'essor révolutionnaire tant dans les pays capitalistes que dans les colonies

3. La crise entraîne une effroyable misère pour la classe ouvrière. Ce qui l'atteint le plus, c'est le chômage en masse, résultant de la réduction brusque de la production dans différents pays capitalistes et aussi de l'exploitation accrue par l'intense rationalisation capitaliste.

Aux États Unis où, au cours de ces dernières années, dans la période d'accroissement de la production, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie diminuait constamment par suite de l'intensification exceptionnelle du travail, le nombre des chômeurs a augmenté à une allure vertigineuse et atteint six millions. D'ailleurs dans l'État de New York le chômage a atteint son plus haut point depuis 1914. Malgré un tel accroissement du chômage la bourgeoisie américaine, la plus riche du monde, n'a pas encore institué l'assurance d'État contre le chômage.

En Allemagne, où la crise économique ne fait que commencer, plus de 3 millions et demi d'ouvriers sont déjà jetés à la rue.

L'Angleterre, qui n'en est pas encore à la phase de crise, voit le nombre des chômeurs passer de 1,5 million à 2 millions.

Au Japon, le nombre des chômeurs s'élève à 1 million environ.

En Italie fasciste, on compte 800.000 chômeurs, cependant que les salaires baissent effroyablement et que s'allonge la journée de travail.

En Pologne, où un tiers des ouvriers est condamné au chômage, il y a 300.000 chômeurs ; en Autriche 400.000 et en Tchéco-slovaquie 400.000 également.

En Amérique latine, où le prolétariat industriel est relativement peu nombreux, il y a 1,5 million de chômeurs.

Dans l'ensemble, 17 millions d'ouvriers, soit, en comptant leurs familles, environ 60 millions de personnes sont en proie à la misère noire.

En outre, des millions d'ouvriers ne sont occupés qu'une partie de la semaine et se trouvent sous la menace permanente d'être jetés à la rue et de venir grossir l'armée déjà énorme des chômeurs,.

La condition de cette masse de chômeurs est d'autant plus intolérable que, dans les pays capitalistes, ils sont généralement privés de tout secours de la part de l'État, ou bien ne touchent que des secours insignifiants.

Le chômage chronique prend des proportions d'autant plus terribles que dans l'armée de réserve du travail affluent les paysans des couches les plus pauvres, ruinés par la crise agraire. Ils exercent une pression sur le marché du travail, étant utilisés par les capitalistes pour opérer une réduction encore plus considérable des salaires.

La condition du prolétariat agricole asservi aux propriétaires

fonciers, aux planteurs et aux fermiers est particulièrement atroce.

Dans les colonies, où la rationalisation capitaliste signifie l'usure rapide de la force de travail, le chômage dans l'industrie et le chômage dans l'agriculture que l'on ne peut évaluer exactement, condamnent des millions de travailleurs à mourir de faim.

En même temps, au lieu de réduire la journée de travail, la bourgeoisie mène une politique consistant à la prolonger et amène à un degré inouï l'exploitation des ouvriers occupés.

Exerçant une pression sur les ouvriers, augmentant l'intensité du travail et le rendant encore plus exténuant, diminuant les salaires déjà bas, les associations monopolistes de capitalistes et les États entre leurs mains déclenchent une offensive de plus en plus impitoyable contre la classe ouvrière, en aggravant à l'extrême la condition des larges masses.

4. La crise mondiale aura des suites d'autant plus néfastes pour le capitalisme qu'elle se produit en même temps qu'un puissant essor économique de l'Union soviétique qui, à cet égard, est en opposition absolue avec le monde capitaliste.

Le développement de l'économie socialiste, à un rythme inouï dans l'histoire, sur la base d'une amélioration constante du niveau matériel et culturel de la classe ouvrière et d'une diminution constante du chômage, l'activité du prolétariat sur la base de l'autocritique et de la lutte contre le bureaucratisme, l'initiative créatrice du prolétariat (émulation socialiste, brigades, ateliers et usines de choc) et enfin, la confiance croissante des paysans dans le pouvoir soviétique et la

politique du P.C. de l'U.S., ont assuré un essor puissant à l'industrie, une allure accélérée à la reconstruction socialiste de l'agriculture et un revirement des innombrables masses paysannes vers le socialisme, ce qui s'exprime par le passage en masse de la petite production paysanne individuelle à la grande production collective. La politique de liquidation des koulaks en tant que classe, la répression impitoyable de toutes les manœuvres contre-révolutionnaires visant la dictature du prolétariat, l'application toujours plus large de la journée de sept heures et l'adoption de la semaine de travail de quatre jours, l'exécution accélérée du plan quinquennal en quatre années — telles sont les formidables conquêtes de la révolution prolétarienne internationale.

Cet ensemble de faits, en modifiant la corrélation des forces en faveur du socialisme international, fait de plus en plus de l'U.R.S.S., un puissant facteur d'aggravation de la crise du capitalisme, de radicalisation du prolétariat et, en général, des masses exploitées du monde entier. L'Internationale communiste, constatant le puissant effort et l'enthousiasme croissant de la classe ouvrière de l'U.R.S.S. qui surmonte les difficultés et la résistance des classes hostiles au prolétariat, fait un devoir à toutes ses sections d'engager une vaste campagne d'éclaircissement au sein des masses travailleuses, afin de mettre en lumière les succès grandioses de l'édification socialiste en U.R.S.S. et de grouper les travailleurs sous l'étendard de la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat.

5. En aggravant à l'extrême la lutte pour un nouveau partage du globe entre les groupements monopolistes des capitalistes et aussi entre les États qu'ils dominent, en poussant

à l'extrême la politique protectionniste, le développement de la crise économique conduit le monde capitaliste vers une période de nouvelles guerres impérialistes. La lutte pour l'hégémonie mondiale entre les États-Unis et l'Angleterre, la course forcenée aux armements entre ces deux pays, la pression formidable des États-Unis sur les possessions coloniales et les Dominions de l'Angleterre, d'une part et, d'autre part, la lutte désespérée de l'Angleterre pour maintenir ses positions, surtout en Amérique du Sud, toute cette lutte qui se livre sous le couvert de regroupements politiques et militaires et de conférences du pseudo-désarmement, telle la conférence de Londres qui, sous le masque de désarmement, procède au réarmement des flottes selon la technique la plus moderne, est suivie d'une aggravation des contradictions en Europe même, aggravations accentuée par la rivalité croissante sur le marché mondial entre le capital américain et ses concurrents européens.

Dans ces conditions, le plan Young en tant que programme de lutte, réalisé sous l'hégémonie du capital financier américain par la bourgeoisie des pays victorieux, en accord avec l'oligarchie financière allemande, est : *a)* un plan d'asservissement du prolétariat allemand, d'abaissement de son niveau de vie et de renforcement de son exploitation ; *b)* un plan de renforcement de la puissance du capital financier des pays victorieux (milliards extorqués à l'Allemagne), donc un plan de nouvelle offensive des capitalistes contre la classe ouvrière de ces pays victorieux et d'abaissement de leur niveau de vie ; *c)* un plan de blocus financier (Banque des réparations) et de préparation d'une offensive militaire contre l'U.R.S.S. et, enfin *d)* le plan Young signifie l'accentuation de la lutte au sein

même du camp impérialiste, autour des questions ayant trait au partage du butin des impérialistes.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. invite en conséquence toutes les sections de l'Internationale communiste, en particulier les P.C. anglais, français et italien, à appuyer activement la lutte de la classe ouvrière de tous les pays, en particulier du prolétariat allemand, contre le plan Young, contre la domination de la bourgeoisie impérialiste, pour le triomphe de la dictature révolutionnaire de la classe ouvrière.

Cherchant à faire retomber les terribles conséquences de la crise sur les pays économiquement et politiquement asservis, les puissances impérialistes dirigeantes accentuent leur pression sur les États vassaux et renforcent l'oppression et le joug financier sur les colonies, en étendant de plus en plus le système de violences, d'occupations militaires, d'expropriation du sol de la paysannerie ruinée.

Au fur et à mesure que se développe dans le camp impérialiste la lutte acharnée pour un nouveau partage du monde, au fur et à mesure que s'accroît le mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes et les colonies — et que se développe victorieusement l'édification du socialisme en U.R.S.S., s'accroît la menace de nouvelles guerres impérialistes en général, et le danger d'une agression militaire contre l'U.R.S.S. en particulier.

La collectivisation de l'agriculture et la politique de liquidation des koulaks en tant que classe dans l'Union soviétique, supprimant, au cas d'une intervention militaire, le dernier allié de la bourgeoisie impérialiste à l'intérieur du pays, ne manquent pas de provoquer une recrudescence d'activité sur le front impérialiste antisoviétique et des tentatives d'étendre ce

front, de susciter de nouvelles provocations antisoviétiques de la part des puissances impérialistes, entièrement et activement soutenues et inspirées par la social-démocratie de tous les pays (intervention des États-Unis et de la France dans le conflit du chemin de fer de l'Est-chinois, rupture du Mexique avec l'U.R.S.S., campagne menée contre l'Union soviétique en Angleterre, en Allemagne, en France, pour la défense du clergé contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S. et intervention du pape à la tête de la réaction cléricale contre l'U.R.S.S.).

La défense de l'Union soviétique contre la menace d'une agression impérialiste est plus que jamais le devoir le plus important de toutes les sections de l'I.C.

II. Le bilan de l'exercice du pouvoir pour les partis de la II^e Internationale.

6. Dans cette situation de crise en développement, la social-démocratie apparaît de plus en plus nettement comme l'agent actif de la politique de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, aggravant encore la situation économique des masses ouvrières, transformant ouvertement l'appareil d'État en un instrument de la dictature fasciste et préparant de nouvelles guerres impérialistes.

En *Allemagne*, l'expérience d'une année et demie d'exercice du pouvoir par le social-fascisme a montré que, placé à la tête d'un gouvernement de coalition, le social-fascisme ne fait que remplir la volonté des capitalistes allemands en les aidant à mener une politique systématique d'oppression à l'égard de la classe ouvrière et de préparation de nouvelles guerres.

Au lieu de réaliser ses promesses : consolidation de la paix, allègement des charges imposées aux masses travailleuses d'Allemagne par le traité de Versailles et par le plan Dawes, la politique du social-fascisme a abouti au plan Young, qui signifie un nouvel asservissement de la classe ouvrière et des masses laborieuses d'Allemagne au capitalisme des États victorieux, un accroissement des armements de terre et de mer, l'intégration de l'Allemagne dans le front antisoviétique (acquiescement des faux-monnayeurs gardes-blancs, traité conclu avec la Pologne et dirigé contre l'U.R.S.S., etc...).

Au lieu de réaliser la promesse de consolidation de la démocratie, cette politique du social-fascisme a amené des répressions croissantes contre la classe ouvrière : interdiction du Front rouge qui existait sous les gouvernements bourgeois, lois scélérates pour la « protection de la République », dirigées contre le parti communiste et les organisations révolutionnaires du prolétariat, poursuites contre la presse communiste, non seulement interdiction des manifestations ouvrières, mais encore massacre des manifestants ouvriers par la police social-fasciste.

Au lieu de la « démocratie économique » promise et de l'élargissement de la législation sociale, la politique de la social-démocratie a apporté aux ouvriers allemands le renforcement de la dictature ouverte du capital financier, l'accentuation de la rationalisation capitaliste, des centaines de milliers d'ouvriers jetés à la rue, une loi aggravée sur l'assurance-chômage et la menace pour les ouvriers d'être directement privés de l'assistance sociale, l'accroissement des taxes communales pesant de tout leur poids sur la classe ouvrière, la diminution du salaire réel, les mesures prises par l'appareil syndical social-démocrate fasciste pour briser les

grèves et contre l'opposition syndicale révolutionnaire, les nombreuses exclusions d'ouvriers révolutionnaires des syndicats.

7. En *Angleterre*, ces mêmes tendances caractérisent la politique du gouvernement travailliste. Lors des élections, il a promis le désarmement général, l'amélioration des relations avec l'U.R.S.S., des réformes démocratiques dans les colonies (principalement dans l'Inde), l'amélioration de la condition de la classe ouvrière et la diminution du chômage. En réalité, non seulement il continue la politique des conservateurs, mais il va encore plus loin dans la voie de l'aggravation de la condition de la classe ouvrière et de l'oppression des colonies (rationalisation capitaliste, diminution des salaires des ouvriers du textile, répression sanglante des mouvements révolutionnaires dans les colonies).

Au lieu du désarmement promis, nous voyons l'accroissement des armements de terre et de mer, marqués par des phrases pacifistes.

Au lieu d'améliorer les rapports avec l'U.R.S.S., le gouvernement travailliste continue, avec des méthodes plus sournoises, la politique antisoviétique des conservateurs (position de Henderson dans la question des dettes tsaristes et de la « propagande », intervention dans le conflit du chemin de fer de l'Est-chinois en faveur des envahisseurs de Nankin, dernière intervention de Henderson en faveur du clergé contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S., etc...).

Au lieu des réformes démocratiques dans les colonies, nous avons un renforcement du régime de terreur dans l'Inde, la répression sanglante du mouvement des nègres en Afrique du Sud, l'organisation des pogromes arabes en Palestine, le traité d'asservissement imposé à l'Égypte.

Au lieu d'améliorer la condition des ouvriers, on réduit leurs salaires (textile, cheminots), la promesse de rétablir la journée de sept heures pour les mineurs est honteusement violée, on prépare une nouvelle loi destinée à aggraver encore la situation des chômeurs.

8. Telle est la pratique des deux principaux partis de la II^e Internationale, au pouvoir dans les plus importants pays capitalistes d'Europe.

Là où la social-démocratie n'est pas au pouvoir, elle soutient d'habitude, d'une façon active et directe, les mesures que les gouvernements bourgeois les plus réactionnaires prennent contre la classe ouvrière et les partis communistes.

Elle intervient ouvertement à la tête de la campagne acharnée contre l'Union soviétique, côte à côte avec les gardes-blancs russes (France), elle aide activement les partis bourgeois à introduire la Constitution fasciste (Autriche) ; elle mobilise toutes ses forces au service de la terreur fasciste contre les communistes et les ouvriers révolutionnaires (Pologne).

Plus la crise du système capitaliste s'aggrave et plus rapide est la transformation des éléments dirigeants de la social-démocratie en police auxiliaire de l'oligarchie financière, plus le rôle de la social-démocratie devient actif et direct dans la défense du régime capitaliste, dans la répression du mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et des peuples coloniaux, dans la préparation de la guerre contre l'Union soviétique.

Les social-fascistes de « gauche » continuent à remplir ce rôle de bourreaux, en accord complet avec l'ensemble de la social-démocratie, mais seulement par des méthodes plus

voilées, ce qui fait d'eux les ennemis les plus dangereux de la classe ouvrière.

III. La lutte gréviste, le mouvement des chômeurs, les manifestations et les tâches des partis communistes.

9. En accélérant la concentration du capital et la ruine de la petite et moyenne bourgeoisie, en augmentant dans des proportions formidables la paupérisation des masses essentielles de la paysannerie, tout particulièrement dans les colonies, en renforçant enfin, dans une mesure inouïe, grâce à la rationalisation capitaliste, toutes les formes d'exploitation de la classe ouvrière, la crise approfondit, avec une force extraordinaire, les antagonismes sociaux du monde capitaliste.

À l'un des pôles sociaux, l'aggravation de la lutte de classes qui résulte de cet état de choses, conduit à la croissance du fascisme, au renforcement de plus en plus considérable, sous l'influence de la crise, des méthodes de terreur dans la répression contre les masses (fusillades de grévistes, destruction des organisations révolutionnaires de la classe ouvrière, arrestation de ses militants d'avant-garde, expulsion des communistes et en général des ouvriers révolutionnaires des entreprises, etc.). À l'autre pôle, cette aggravation de la lutte de classes entraîne l'accroissement de l'essor révolutionnaire, l'extension du front de la lutte prolétarienne et l'entrée dans ce front révolutionnaire des réserves paysannes des colonies et des différents pays capitalistes.

10. Le VI^e congrès mondial a signalé la radicalisation de la classe ouvrière, comme faisant suite à une certaine dépression du mouvement ouvrier dans la période précédente.

La X^e Session plénière du C.E. de l'I.C. a souligné le nouvel essor révolutionnaire du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes, essor qui s'est exprimé par l'élargissement des grèves économiques de masses, passant en plusieurs endroits à la contre-offensive contre l'offensive du capital (Ruhr, Lodz, textile de France, grèves dans le sud des États-Unis, Bombay) et aussi par de nombreuses manifestations (les manifestations en France, le Premier Mai à Berlin et en Pologne).

Cependant, ces actions du prolétariat portaient encore un caractère isolé et ne touchaient que quelques centres prolétariens. Depuis la X^e Session plénière du C.E. de l'I.C., le phénomène le plus important dans le mouvement ouvrier a été la croissance continue du mouvement révolutionnaire dans les conditions d'une crise mondiale en maturation et d'un chômage de masses.

Le mouvement gréviste qui se développe actuellement dans le monde entier, sur la base de la lutte pour les revendications économiques du prolétariat, se distingue par le fait qu'il se développe de plus en plus malgré et contre les syndicats réformistes qui jouent le rôle de briseurs de grève, que les masses inorganisées y participent de plus en plus, que de plus en plus souvent les masses créent dans le processus de la lutte des organes de direction des grèves.

Dans les pays capitalistes les plus importants, on observe la croissance continue du mouvement gréviste.

En France, le nombre des grévistes en 1929 a doublé celui de 1928 et, au début de 1930, on observe un nouvel accroissement du mouvement de grèves ; en Angleterre, le nombre des grèves

en 1929 est beaucoup plus important qu'en 1928.

En Allemagne, bien que le nombre de grèves ait quelque peu diminué, les grèves acquièrent un caractère toujours plus acharné. En même temps dans plusieurs pays, les grèves s'accompagnent de plus en plus souvent de manifestations de masses, aboutissant fréquemment à des bagarres sanglantes entre les ouvriers et l'appareil de répression de l'État bourgeois (États-Unis, Australie).

Éclatant, dans la majorité écrasante des cas comme mouvements économiques tantôt pour l'augmentation de salaires, tantôt contre leur diminution, ces grèves acquièrent dans nombre de cas un caractère politique, en se transformant en grèves de solidarité (16 % de toutes les grèves en France), en grèves pour la défense des ouvriers licenciés et poursuivis (Allemagne), en grèves pour la défense des organisations révolutionnaires prolétariennes (Roumanie).

Même dans les pays où règne la terreur fasciste la plus effrénée, les grèves brisent le cadre de la dictature fasciste (Italie).

11. Dans les pays entrés dans la phase de la crise et marquant, dans certains cas, une certaine décroissance du mouvement de grèves économiques, la poussée révolutionnaire qui continue à croître s'exprime de plus en plus non seulement dans l'accentuation des grèves économiques, mais aussi par d'autres formes de la combativité des masses prolétariennes.

Parallèlement au mouvement gréviste, s'étend également le mouvement des chômeurs.

Celui-ci s'exprime par des marches de la faim, par des

manifestations politiques de la classe ouvrière, exigeant du gouvernement et du Parlement, du travail et du pain pour les affamés, l'assurance sociale et des secours aux chômeurs aux frais de l'État et des capitalistes. Les forces coalisées de la bourgeoisie et des social-fascistes écrasent dans le sang ces manifestations.

S'étendant à des masses toujours plus considérables de prolétaires en chômage ou occupés, et conduisant, dans certains endroits, à la création de comités et de soviets de chômeurs, ce mouvement rompant la légalité bourgeoise, réalise le droit des masses ouvrières à la rue et mobilise les larges masses de la classe ouvrière autour des mots d'ordre du parti communiste (dernières manifestations en Allemagne, Pologne, États-Unis, Roumanie). Le mot d'ordre de la *grève politique* de masses se pose à l'ordre du jour

12. Le développement et l'approfondissement de la crise n'aggravent pas seulement la situation économique de la classe ouvrière, la crise frappe aussi cruellement les masses de la paysannerie et, avant tout, ses couches les plus pauvres. Sur ce terrain, se produit une recrudescence du mouvement paysan révolutionnaire (Italie, Pologne, Grèce, Roumanie). Ce mouvement acquiert le maximum d'envergure dans certains pays coloniaux, où il se confond avec le mouvement ouvrier et le mouvement national-révolutionnaire. L'effondrement de l'unification contre-révolutionnaire de la Chine et l'aggravation de la lutte entre les impérialistes pour les sphères d'influence dans ce pays sont suivis d'une nouvelle vague de mouvements révolutionnaires des paysans (armées de partisans et de paysans).

Dans l'Inde, par suite de la crise économique aiguë et du renforcement du régime de terreur, on observe, parallèlement aux grandes grèves (Calcutta, cheminots) et aux manifestations politiques, l'éveil révolutionnaire des masses paysannes (Pendjab).

Actuellement, une lutte révolutionnaire se déchaîne en Indochine contre l'impérialisme français.

Tout cela montre que malgré le développement inégal de l'essor révolutionnaire, qui s'exprime par la variété des formes de la lutte de classe et les divers degrés de son aggravation, l'essor révolutionnaire se poursuit et conduit les masses ouvrières aux tâches les plus importantes de la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la dictature du prolétariat.

13. Depuis la X^e Session plénière du C.E. de l'I.C. s'est déroulé dans les partis communistes un processus de regroupement et de consolidation idéologique, sur la base de la ligne du VI^e congrès, de la lutte décisive contre les déviations de cette ligne et, avant tout, contre les déviations des droitiers et des conciliateurs, sur la base de l'épuration des partis communistes des éléments corrompus à moitié social-démocrates. L'appréciation donnée par la X^e Session plénière sur les droitiers et les conciliateurs s'est pleinement confirmée. Elle déclarait incompatible la propagande en faveur des points de vue de l'opportunisme de droite avec le fait d'appartenir à l'Internationale communiste et notait le passage de fait des conciliateurs dans le camp des droitiers.

Les renégats de droite d'Allemagne, de Tchécoslovaquie et des États-Unis, exclus de l'I.C. dès avant la X^e Session plénière, ont, sur toutes les questions fondamentales de la

politique et de la tactique de la classe ouvrière, glissé vers les positions social-démocrates. Le même chemin a été parcouru par l'opposition opportuniste de droite du P.C. suédois (Kilbom) qui s'est constituée officiellement après la X^e Session plénière et a été exclue de l'Internationale communiste. Une évolution analogue a été également effectuée par les éléments opportunistes du mouvement syndical unitaire et du Parti communiste de France (Bloc des renégats sous la fausse enseigne de la Ligue dite de la défense syndicale, agitation publicitaire autour du Parti dit ouvrier-paysan).

Tout comme les social-démocrates, les renégats de droite partagent le point de vue du renforcement continu de la stabilisation capitaliste, nient l'essor révolutionnaire et l'accroissement des dangers de guerre, opposent des arguments empruntés aux social-démocrates à la tactique indépendante des partis communistes dans le mouvement syndical, tentent d'imposer aux communistes travaillant dans les syndicats réformistes la discipline à l'égard de l'appareil syndical social-fasciste, préconisant le front unique des communistes avec les organisations social-fascistes, prennent une part de plus en plus active à la campagne des social-fascistes contre les partis communistes et l'U.R.S.S., et fournissent des matériaux pour cette campagne.

Les débris des groupes trotskistes, Trotski en tête, ont pratiquement abouti à la même position.

On peut constater une identité complète entre les conceptions trotskistes et celles des renégats de droite sur toutes les questions fondamentales politiques et tactiques, identité de conceptions allant d'un travail concerté jusqu'à la conclusion de pactes et à la constitution de blocs (Hambourg et Chine).

Les uns et les autres, comme agents directs de la social-démocratie, font tout leur possible pour désagréger les partis communistes.

La lutte résolue des partis communistes contre la social-démocratie, indissolublement liée au problème de la conquête des masses par le communisme, exige la dénonciation des renégats droitiers et trostkistes, agents de la social-démocratie se couvrant du drapeau communiste, l'épuration continue des partis communistes de tous les éléments qui tentent d'y jouer le même rôle et aussi la liquidation, au sein des partis communistes, de toutes les déviations opportunistes, tant de droite, principal danger, que de « gauche ».

14. Les tâches fondamentales des partis communistes, dans les conditions de la crise qui s'étend, dans les conditions de la lutte de classes renforcée et de l'accroissement de l'essor révolutionnaire sont : conquérir les masses essentielles du prolétariat, mobiliser autour du prolétariat et sous son hégémonie les grandes masses travailleuses (la paysannerie, la petite-bourgeoisie urbaine qui se ruine, les nationalités opprimées) ; assurer la direction des partis communistes dans toutes les sections de masses et orienter ces actions (grèves, manifestations, mouvement des chômeurs), portant souvent un caractère spontané, dans la voie de la lutte politique organisée, surtout sous la forme des grèves politiques de masses conduisant la classe ouvrière à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

L'accomplissement de ces tâches fondamentales dans l'étape actuelle, conformément aux décisions adoptées par la X^e Session plénière, exige :

a) Le renforcement des organisations du parti, en particulier le renforcement des cellules d'entreprises et des fractions communistes dans les syndicats, le large englobement des masses ouvrières révolutionnaires par les organisations du parti.

C'est pourquoi la campagne de recrutement de nouveaux adhérents acquiert une importance considérable. Au cours de ces derniers mois, cette campagne a été menée avec succès bien que dans une mesure encore insuffisante, par les partis communistes d'Allemagne et des États-Unis.

b) Tout en renforçant sous tous les rapports le travail d'agitation et de propagande, il est nécessaire de réorganiser les formes et les méthodes de travail des partis communistes et de les adapter aux tâches de *direction des actions de masses* du prolétariat (grèves, mouvement des chômeurs, manifestations), des ouvriers agricoles et des couches les plus pauvres de la paysannerie (au sein du pays aussi bien que dans les colonies), et en réalisant dans la pratique la préparation de ces actions de masses.

En Angleterre, les problèmes de la réorganisation des méthodes et des formes du travail se posent d'une façon particulièrement aiguë. Le *Daily Workers*, quotidien créé par le parti communiste, devra à cet égard jouer un rôle énorme.

c)

En liaison avec la tâche fondamentale de la conquête des masses, parmi lesquelles, dans les conditions de la crise qui vient, le processus de radicalisation doit accélérer *le travail dans les syndicats réformistes*, afin d'arracher les masses à

l'influence des traîtres réformistes, sur la base de la tactique du front unique à a base, acquiert une importance particulière. Entre autres choses, cela exige l'accentuation du travail des partis communistes dans les *syndicats révolutionnaires* (France, Tchécoslovaquie et États-Unis), le recrutement intense des ouvriers dans ces syndicats, cela exige que le rôle dirigeant soit assuré au parti communiste dans les organes de lutte prolétarienne de masses créés à la base (comités de fabriques et d'usines, comités de grève, comités de chômeurs, etc.) et le renforcement, sur cette base, de l'opposition syndicale révolutionnaire dans les syndicats réformistes et ultérieurement son organisation officielle.

Liée à ces tâches, se pose, en Allemagne, celle de renforcer, dans la plus grande mesure, les rangs du mouvement syndical révolutionnaire et de son centre d'organisation.

d) La lutte gréviste qui se développe, combinée dans plusieurs pays aux autres formes de lutte politique de la classe ouvrière (manifestations de masses, grèves de solidarité, etc.) exige des partis communistes la popularisation aussi vaste que possible du mot d'ordre de la *grève politique de masses* et, dans le travail des partis communistes même, la combinaison effective des méthodes de travail légal et de travail illégal.

En particulier, le parti communiste de Pologne a le devoir de préparer la classe ouvrière à son rôle dirigeant dans la crise politique générale imminente.

e) Dans les colonies et les pays opprimés, doit se trouver, au centre du travail des partis communistes, la tâche de créer et de renforcer des organisations prolétariennes de masses et d'y assurer l'indépendance de classe, condition fondamentale pour

la conquête par le prolétariat du rôle dirigeant dans le mouvement national-révolutionnaire croissant des masses laborieuses urbaines et rurales.

En Chine, se pose la tâche du renforcement des partis communistes et des syndicats révolutionnaires, de la conquête des masses dans les syndicats du Kuomintang et de la direction des masses paysannes révolutionnaires par la classe ouvrière. Aux Indes, se pose avant tout la tâche de créer un parti communiste, véritable dirigeant du prolétariat. La même tâche se pose aux communistes d'Indonésie et d'Indochine.

LES TÂCHES DES SECTIONS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DANS LA POLITIQUE MUNICIPALE

1. L'action municipale est un terrain où les partis doivent renforcer leurs liens avec les plus larges masses des travailleurs. Dans les conditions des contradictions croissantes du capitalisme, de la crise économique mondiale qui mûrit, de la croissance formidable du chômage, de la fascisation rapide de l'appareil de l'État bourgeois, de l'offensive du capital contre les grandes masses de la classe ouvrière et des couches non prolétariennes, — y compris dans le domaine de la politique municipale, — dans les conditions de l'activité croissante des masses, une politique municipale communiste juste doit et peut être un moyen de mobiliser les masses des travailleurs, de soustraire les larges couches à l'influence des partis bourgeois, du fascisme et du social-fascisme.

Alors que les sections communistes dans toutes les autres sphères de leur activité (en particulier dans le domaine syndical) ont déjà commencé à modifier leur tactique pour l'adapter à la nouvelle étape de lutte de classes, le travail municipal, dans presque toutes les sections de l'I.C., est resté un domaine où le *tournant, loin d'être réalisé, n'est même pas commencé en règle générale.*

Bien plus, l'action municipale des sections de l'I.C. porte encore l'empreinte de l'opportunisme en pratique (vote du budget municipal, du budget de police, bloc avec les partis bourgeois ; en Tchécoslovaquie, en France, etc., adaptation sans principe à la légalité bourgeoise, pratique opportuniste allant jusqu'à la corruption : affaire Gaebel et Degner à Berlin).

Dans toutes les sections de l'I.C., elle est le refuge des éléments opportunistes. *Une des tâches les plus importantes de la politique générale des sections de l'I.C. est d'effectuer un revirement décisif dans leur activité municipale.*

2. Ce revirement décisif dans l'activité municipale *implique la rupture avec les traditions social-démocrates dans la question du rôle des municipalités dans l'État bourgeois.*

« La tâche du prolétariat est de *briser* la machine de l'État bourgeois, de la détruire et, avec elle, les institutions parlementaires, qu'elles soient républicaines ou constitutionnelles-monarchiques.

« Il en est de même pour les institutions municipales de la bourgeoisie qu'il est inexact, du point de vue théorique, d'opposer aux organes de l'État.

En réalité, elles sont de même des appareils du mécanisme de l'État bourgeois, que le prolétariat révolutionnaire doit anéantir et remplacer par les conseils (soviets) locaux des députés ouvriers. » (Extrait de la résolution du II^e congrès de l'I.C. : « Les partis communistes et le parlementarisme. »)

Il est donc faux d'exiger du pouvoir bourgeois « l'autonomie administrative et financière *complète* des communes » (France). Des revendications telles que « l'extension des droits municipaux conformément aux intérêts des ouvriers et des paysans » et de l'éligibilité des fonctionnaires municipaux (Finlande) ne peuvent qu'entretenir les illusions démocratiques des masses.

Les municipalités, en tant que telles, ne peuvent être « un instrument de la lutte de classe du prolétariat » (Danemark).

3. Les communistes répudient les tentatives des opportunistes d'établir une ligne de démarcation de principe entre les entreprises capitalistes privées et de l'État et les entreprises municipales. Ces dernières emploient les mêmes méthodes d'exploitation capitaliste que les entreprises privées.

À mesure que se fascisent l'État capitaliste et l'appareil municipal, les entreprises communales deviennent de plus en plus le rempart du fascisme et du social-fascisme.

Les communistes ne peuvent donc exiger « le contrôle ouvrier des entreprises municipales », ils ne peuvent lancer et soutenir le mot d'ordre de la municipalisation des entreprises d'intérêt public (ce qui ne contredit pas que les communistes votent contre l'abandon des entreprises communales au capital privé, — mais en signalant en même temps que la vraie lutte contre

les aspirations monopolistes de la bourgeoisie ne peut être qu'une lutte révolutionnaire).

4. Le revirement dans l'action municipale exige une lutte implacable contre l'opportunisme dans la pratique municipale du parti et en premier lieu la cessation énergique de toute collaboration avec le parti social-démocrate à n'importe quel moment.

Les communistes ne peuvent conclure d'alliance électorale ni avec la social-démocratie ni avec n'importe quel autre parti bourgeois. Ils ne peuvent voter pour les maires, bourgmestres, adjoints, conseillers municipaux social-démocrates.

Il n'existe de majorité ouvrière dans une municipalité que là où les communistes ont la majorité soit à eux seuls, soit par des délégués élus sur les listes ouvrières ou des listes de paysans pauvres, se déclarant prêts à travailler sur la plateforme du communisme et sous la direction du parti communiste.

5. La ligne générale des partis communistes dans le travail municipal est de mobiliser les travailleurs et avant tout les ouvriers et les ouvrières pour la lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste dominant.

« Au cas où les communistes obtiennent la majorité dans les institutions municipales, ils doivent : *a)* créer une opposition révolutionnaire au pouvoir central bourgeois ; *b)* faire tout pour rendre service à la population pauvre (mesures économiques, organisation ou tentative d'organiser une milice ouvrière armée, etc.) ; *c)* en toute circonstance signaler les obstacles que le pouvoir d'État bourgeois dresse contre tout grand changement effectif ; *d)* sur ce terrain mener une propagande révolutionnaire énergique sans craindre les conflits

avec les pouvoirs d'État ; e) dans certaines circonstances (dans une situation révolutionnaire aiguë) remplacer les organes locaux municipaux par des soviets locaux de députés ouvriers.

De cette façon tout le travail des communistes dans les institutions municipales doit être une partie de leur travail de désagrégation de l'État capitaliste. » (Résolution du II^e congrès sur le parlementarisme.)

Les communistes doivent utiliser les organes électifs municipaux tout aussi bien que ceux de l'État comme une tribune pour mobiliser les masses pour la lutte révolutionnaire.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. constate que les partis communistes ont très faiblement utilisé la tribune municipale pour organiser la lutte des masses contre l'offensive du capital et contre la réaction fasciste.

Dans l'écrasante majorité des cas, les fractions communistes des municipalités manifestent une passivité intolérable pendant les campagnes politiques du parti, les mouvements de masses en général.

À l'occasion de toute campagne du parti : contre le danger de guerre, contre la terreur fasciste et social-fasciste, contre les renvois en masse, pour les grèves politiques ou économiques, etc., il faut se servir de la tribune municipale pour expliquer aux masses les mots d'ordre du parti ; les mobiliser pour soutenir les campagnes du parti.

Les conseillers municipaux doivent être en même temps les principaux agitateurs du parti, les initiateurs pour la convocation de réunions de masses où, en qualité des représentants des ouvriers, des travailleurs, ils doivent signaler

le lien entre la lutte de classes dans le pays et la lutte sur les questions municipales dans la localité intéressée. En particulier pendant l'illégalité les sièges municipaux doivent être utilisés pour la continuation du travail du parti.

Au cours des élections municipales, les communistes doivent intervenir devant les masses avec tout leur programme de revendications partielles et ne doivent pas lancer de telles revendications partielles capables d'entretenir les illusions démocratiques des masses.

Chaque parti communiste doit élaborer son programme d'action municipale et mobiliser les masses travailleuses pour ce programme.

Les revendications partielles suivantes doivent être en tête du programme municipal :

a) Direction de la lutte des travailleurs contre le fascisme de toutes nuances, organisation de l'autodéfense pour la lutte contre les détachements fascistes et social-fascistes, etc.

b) Une campagne systématique contre la guerre impérialiste et contre toutes les mesures militaires antisoviétiques, contre le logement des troupes chez l'habitant, contre le rôle auxiliaire des municipalités dans le recrutement des troupes, la liaison avec les travailleurs de l'armée et de la marine dans la localité et en dehors de celle-ci (par le moyen du parrainage) et le soutien de leurs luttes contre le régime de discipline féroce.

c) Le soutien des ouvriers dans leurs luttes politiques et économiques en donnant des subventions à la caisse de secours des grévistes, le paiement d'allocations aux grévistes et aux lockoutés, création de cuisines populaires gratuites pour les grévistes et leurs familles, organisation de terrain de jeux, de jardins d'enfants et de crèches pour les enfants d'ouvriers.

d) Le large soutien des chômeurs en les exemptant du paiement des services communaux. Subventions spéciales pour secourir les chômeurs, en recueillant l'argent nécessaire en augmentant les impôts de la bourgeoisie, exemption des chômeurs du loyer qu'ils paient aux gros propriétaires, organisation de travaux publics pour les chômeurs par la construction d'institutions d'utilité publique (hôpitaux, maisons d'habitations pour les ouvriers, etc.) en payant les ouvriers au salaire admis dans cette profession.

e) Il est particulièrement important de faire tous les efforts dans la municipalité pour faire en sorte que les impôts communaux soient perçus selon le principe de classe, c'est-à-dire augmentation des impôts sur les couches possédantes en particulier sur les plus riches et réduction de la part à payer par la classe ouvrière et les autres travailleurs, exonération complète pour les ouvriers les plus mal payés, les invalides, etc. ; en cette occurrence, les représentants des ouvriers révolutionnaires ne doivent pas être retenus par la crainte de transgresser les limites de la légalité bourgeoise.

f) L'application de la journée de 7 heures et d'un mois de vacances annuelles pour tous les ouvriers et employés travaillant dans les entreprises municipales. Congé de 4 mois pour les femmes enceintes et paiement par la caisse municipale des versements d'assurances sociales.

g) Assistance aux organisations de masse des travailleurs, aux organisations culturelles, éducatives, sportives, libres-penseurs, etc. ; assistance aux organisations prolétariennes telles que le Secours rouge, le Secours ouvrier international, par l'adhésion collective des municipalités à ces organisations.

h) Dans les pays où il y a des minorités nationales, il faut mener une lutte énergique contre toute oppression de celles-ci,

pour l'usage de la langue parlée par les minorités nationales dans toutes les institutions municipales, pour la création d'écoles où l'enseignement se ferait dans la langue des minorités nationales, mais sans l'influence des curés et des réactionnaires, pour la création d'institutions culturelles donnant aux minorités nationales la possibilité de satisfaire leurs besoins culturels et politiques.

i) La lutte pour le soutien pécuniaire et la remise de matériel aux institutions culturelles, aux jeunes ouvriers et ouvrières. La lutte contre les institutions bourgeoises qui obscurcissent la conscience de la jeunesse ouvrière.

j) L'établissement d'une liaison fraternelle avec les soviets locaux de l'U.R.S.S., l'envoi de délégués pour connaître l'application du plan quinquennal et de l'édification socialiste, démasquer les calomnies mensongères contre l'U.R.S.S., répandues par les social-fascistes et la bourgeoisie.

k) Ces principes généraux de la politique communiste municipale doivent être complétés par les revendications correspondantes des ouvrières, des femmes d'ouvriers, des ouvriers agricoles, des paysans pauvres (interdiction d'opérer les saisies, etc., jouissance gratuite des pâturages et des forêts, exonération fiscale, etc.) de toutes les couches pauvres (petite bourgeoisie pauvre) en s'adaptant aux conditions concrètes du pays et de la commune.

6. *Le programme municipal* des sections de l'I.C. doit être rédigé : 1. de façon à contenir des revendications concrètes et d'actualité compréhensibles aux grandes masses et capables de les entraîner dans la lutte sous la direction du parti communiste ; 2. ce programme doit garder toute sa vigueur et doit être dirigé contre l'adaptation sans principe à la légalité bourgeoise ; 3. les revendications partielles doivent être liées

avec les revendications fondamentales que le parti communiste appliquera après la prise du pouvoir en tant que parti de la classe ouvrière. Il faut systématiquement expliquer aux ouvriers et aux autres couches opprimées que la réalisation de certaines revendications partielles ne peut nullement améliorer sensiblement leur sort.

Dans les conditions de l'essor révolutionnaire croissant, alors que les masses toujours plus larges de travailleurs commencent à comprendre qu'il n'y a pas d'autre issue à la catastrophe menaçante que la révolution prolétarienne, une des tâches les plus importantes des partis communistes est de populariser la politique municipale de l'U.R.S.S. et ses résultats (expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, la classe possédante dépouillée du droit de participer à l'activité municipale, la confiscation des maisons de la bourgeoisie pour loger des ouvriers, l'application du principe de classe dans les impôts, les travaux de réparations et d'aménagements dans les quartiers ouvriers de préférence, une large assistance aux chômeurs, l'instruction gratuite, l'utilisation des institutions culturelles qui étaient autrefois le monopole de la bourgeoisie, etc.).

7. C'est du point de vue des tâches énumérées plus haut qu'il faut considérer l'activité des conseillers municipaux communistes. Jusqu'à présent cette activité s'est déroulée fréquemment sous le signe de la subordination sans principe à la légalité bourgeoise et même parfois avait pour objectif de conserver des postes bien payés.

Dans toutes les communes où les communistes ont la majorité ils doivent lutter pour l'application pratique du programme municipal communiste, sans craindre d'entrer en conflit avec le pouvoir d'État. De tels conflits sont une chose

inévitable que doivent nettement comprendre les partis communistes et que nos partis doivent utiliser pour démasquer aux yeux des masses tout le caractère réactionnaire de l'État capitaliste et pour mobiliser les larges masses (par des manifestations, des grèves de protestation) pour la défense de l'activité des municipalités communistes.

8. Un des plus graves défauts de l'action municipale des partis communistes est sa liaison insuffisante avec l'activité et les mots d'ordre d'action du parti, son isolement du travail de masses, en particulier du travail dans les usines. Les revendications municipales, en règle générale, sont formulées en « haut lieu », sans être discutées dans des réunions ouvrières.

Les communistes doivent lier les propositions de leurs fractions dans les municipalités avec l'agitation dans les usines, les mettre en discussion dans les réunions d'usines, dans les réunions de chômeurs et dans les organisations de masses.

Nos conseillers municipaux doivent rendre compte de leur activité dans de telles réunions.

Seul un tel revirement dans notre travail municipal peut assurer aux communistes un contact avec les masses. Les masses doivent avoir le contrôle de l'activité des fractions communistes et des conseillers municipaux communistes. Dans ce but, il faut à la veille des actes importants dans les municipalités convoquer des réunions d'usines, des réunions syndicales, des réunions de chômeurs. La plate-forme électorale de l'opposition syndicale doit contenir les plus

importantes revendications municipales.

Dans les journaux d'usines, il faut parler systématiquement de l'activité des fractions communistes dans les municipalités et de leur lutte contre le bloc bourgeois-social-démocrate. Des conseillers municipaux communistes doivent être affectés à de grandes usines, des comités de chômeurs, des organisations de masses.

D'autre part, les ouvriers des grandes usines, les comités de chômeurs, les organisations de masses, doivent élire des délégués qui seront des consultants auprès des fractions municipales.

Le travail de masses organisé de cette façon, l'autocritique constante, la liaison solide et systématique avec les masses donneront une base solide à l'activité révolutionnaire des conseillers municipaux communistes.

9. Le tournant ne peut être réalisé dans l'activité municipale si on ne prend des mesures pour changer la composition même de ces fractions et les méthodes par lesquelles le parti dirige cette activité.

Pour débarrasser les fractions communistes des éléments petits-bourgeois opportunistes, il faut dénoncer ouvertement leurs erreurs, démasquer devant les ouvriers tous leurs actes d'opportunisme. Les fractions doivent avoir pour noyau des ouvriers d'usine, surtout ceux des grandes usines et non pas les « spécialistes » des questions municipales, parmi lesquels sont si nombreux les éléments franchement opportunistes et même absolument étrangers au prolétariat.

En présentant nos listes de candidats, il faut y inscrire des ouvriers, des ouvrières et des jeunes ouvriers conscients et sûrs au point de vue politique. La campagne électorale et toute l'action municipale doivent être utilisées pour entraîner les larges masses féminines dans le mouvement révolutionnaire.

Il faut organiser systématiquement des cours sur les questions municipales pour former nos militants sur ce terrain.

10. Les fractions communistes, dans la plupart des cas, travaillent sans contrôle systématique des organes du parti. Dans nombre de sections de l'I.C. il n'y a pas encore de sections municipales près le C.C., près les comités régionaux pour diriger le travail de fraction. Les organes du parti doivent systématiquement donner des instructions aux fractions et aux conseillers municipaux.

La création près du Comité central et près des comités régionaux du parti de sections municipales jouissant d'une grande autorité, la désignation dans ces sections de militants ayant une ligne bolchéviste ferme, la création dans les journaux communistes de rubriques de la vie locale pour aider et contrôler l'activité municipale, telles sont les conditions indispensables pour combattre avec succès l'opportunisme en pratique.

Il faut énergiquement s'opposer aux tentatives des opportunistes d'organiser à part des groupements de conseillers municipaux communistes (Ligue de conseillers municipaux communistes) pour élaborer et réaliser indépendamment la politique municipale sans la direction et le contrôle du parti.

11. Le tournant dans la politique municipale du parti provoquera une grande résistance de la part de tous les

éléments opportunistes. Mais les partis communistes, loin de créer, doivent au contraire profiter de tout acte de sabotage et de résistance des éléments opportunistes pour alerter contre eux les effectifs du parti et les masses ouvrières, afin que le parti puisse, en cas de besoin, se débarrasser sans dommage de tels éléments.

La lutte contre le légalisme municipal a tout prix, une des variétés les plus dangereuses de l'opportunisme, doit être menée de la façon la plus implacable.

12. Le tournant vers la politique municipale révolutionnaire implique aussi un effort énergique pour faire disparaître les déviations « *de gauche* » (le boycottage des élections municipales, du travail municipal, le *refus* d'accepter des postes municipaux, la sous-estimation de l'importance du travail municipal pour la mobilisation des masses, la *substitution* à la mobilisation des masses par un programme concret de revendications partielles, de la phrase « gauchiste » sur la révolution dans les questions municipales après la prise du pouvoir par le prolétariat). Dans tous les pays « démocratiques » aussi bien que fascistes, les communistes dès qu'ils en ont la possibilité doivent prendre part aux élections pour mobiliser les masses, et, d'une façon ou d'une autre, exprimer la volonté des masses révolutionnaires contre la bourgeoisie impérialiste et contre la social-démocratie, son agent dans la classe ouvrière.

Pour une politique municipale bolchéviste ! C'est sous ce mot d'ordre que les partis communistes doivent effectuer le revirement et mobiliser les larges masses du parti pour réaliser la nouvelle orientation. Le travail municipal doit être un travail intéressant tout le parti. De même que le travail syndical et le

travail dans les autres organisations de masses, il est une partie de l'action que mène le parti pour faire connaître aux masses nos principes et nos buts et pour les mobiliser pour réaliser ces principes et ces buts du parti. Une bonne politique municipale révolutionnaire sera un puissant moyen pour rallier les masses à la révolution prolétarienne.

LES TÂCHES IMMÉDIATES DU PARTI COMMUNISTE ANGLAIS

*(Résolution du Comité central du P.C. anglais
adoptée par le Présidium élargi du C.E. de l'I.C.)*

1. La crise économique mondiale qui mûrit trouve son expression aiguë en Angleterre dans le renforcement de la dépression industrielle qui dure déjà depuis dix ans.

Cela est mis en relief par la croissance du chômage, la baisse des salaires dans les principales industries, l'intensification du travail dans toutes les entreprises, la réalisation ininterrompue de la rationalisation, ce qui conduit à une accentuation de l'offensive contre la classe ouvrière sous l'égide du gouvernement Macdonald.

Les illusions des ouvriers, entretenues par l'arrivée du Labour Party au pouvoir (illusions pacifistes, mondisme, paix dans l'industrie, etc...) sont dissipées par les actes réels du gouvernement travailliste à l'égard des masses travailleuses de l'Angleterre et des colonies. Ces circonstances créent des conditions favorables à la croissance et au développement de l'influence du parti communiste dans les rangs de la classe ouvrière et à sa transformation en un parti de masses.

2. Le P.C. anglais compte dans son travail certains succès qui se sont exprimés en ce que le parti a fait un travail assez grand à l'occasion du mouvement des chômeurs : il a commencé à déployer un large travail d'explication pour démasquer le caractère social-fasciste du gouvernement travailliste (procès de Meerut, chômage, etc...) ainsi qu'à éditer un journal quotidien.

En même temps, il faut constater que le P.C. n'a pas travaillé suffisamment à sa tâche politique principale : démasquer le caractère antiprolétarien du gouvernement travailliste. La campagne du parti contre le gouvernement Macdonald n'a pas pris le caractère d'une agitation de masses. Le rôle du gouvernement « ouvrier » dans la préparation de la guerre contre l'U.R.S.S., de même que dans la conférence navale des cinq puissances, n'a pas été assez nettement expliqué par le parti.

Le parti n'a pas rempli son devoir consistant à démasquer la répression cruelle du mouvement révolutionnaire dans les colonies anglaises par le gouvernement « ouvrier ». Les conflits économiques dans les industries minière et textile et dans les transports n'ont pas été utilisés par le parti pour lancer, en plus des revendications économiques, des mots d'ordre politiques démasquant le fond de la politique antiprolétarienne du gouvernement Macdonald.

Dans le cas où le parti lançait des mots d'ordre politiques, ceux-ci étaient mécaniquement rattachés aux revendications économiques. L'action du parti dans les régions minières et textiles n'a pas été suffisante en regard des conflits qui se

préparent et il a manqué d'une large perspective révolutionnaire dans ces principales branches de l'industrie anglaise qui, après des années de dépression, sont sous l'emprise de la crise économique mondiale.

On n'a rien fait pour démasquer et pour expliquer d'une façon claire et concluante le rôle du gouvernement « ouvrier » dans les batailles économiques. Le parti a absolument ignoré la nécessité de lier la lutte contre le gouvernement « ouvrier » à la lutte contre le Labour Party et la bureaucratie trade-unioniste qui représentent un instrument de l'appareil d'État dans son attaque contre les ouvriers et l'accomplissement de toute sa politique impérialiste.

3. Le parti ne pourra mener cette lutte avec succès que s'il se débarrasse de toutes les tendances sectaires et s'il renforce son travail dans les organisations de masses sur la base de la tactique du front unique par en bas. Le parti ne pourra accomplir un véritable travail dans les masses qu'à condition de renforcer son activité dans les rangs du mouvement minoritaire, de développer systématiquement ce mouvement dans les entreprises sur la base des batailles économiques.

Dans le parti s'est révélée une tendance manifeste à renoncer à toute action dans les syndicats réformistes. C'est une grave erreur et la période actuelle dicte la nécessité d'organiser plus activement nos fractions syndicales communistes et de renforcer l'action dans les syndicats réformistes.

Le parti doit aussi prendre des mesures énergiques pour développer au maximum les jeunesses communistes qui doivent être transformées en un instrument pour la conquête des masses de la jeunesse travailleuse. Le parti doit déléguer

certaines de ses membres pour travailler dans la jeunesse communiste.

4. L'édition du *Daily Worker* est un succès énorme pour le parti et marque un tournant historique dans la vie du parti.

Cependant, le niveau politique du journal reflète les faiblesses et les défauts du travail politique du parti, en particulier l'absence d'un plan politique clair de travail et ne donne pas une ligne politique unique et ferme.

On n'y fait pas une campagne permanente et systématique pour expliquer la politique antiprolétarienne du gouvernement labouriste. Les conflits dans les industries minière et textile sont exposés dans le journal d'une façon accidentelle et absolument insuffisante.

Il n'y a pas de lutte idéologique contre la déviation de droite.

Le journal ne communique rien de la vie et de l'activité du parti. Les tâches concernant l'édification du parti ne sont pas exposées dans le journal. Bien que ce dernier donne de nombreux renseignements sur la lutte des ouvriers, le caractère de parti du journal apparaît insuffisamment. On ne voit pas assez par le contenu des articles que ce journal est l'organe du parti communiste anglais. Le problème de l'extension et du renforcement du mouvement minoritaire ne trouve qu'une place infime dans le *Daily Worker*.

Les lettres des correspondants ouvriers sont nombreuses et elles constituent une des plus importantes particularités politiques du journal ; cependant, elles ne sont pas suffisamment rédigées et utilisées dans le *Daily Worker*.

5. Tous ces défauts du *Daily Worker* reflètent non seulement la faiblesse du travail politique du parti, mais aussi l'absence d'une compréhension claire du rôle de propagandiste, d'agitateur et en particulier d'organisateur que doit jouer le journal pour un parti aussi faible au point de vue nombre et organisation que le parti anglais, ainsi que son rôle en tant que moyen de rassembler et de préparer les forces du parti, d'étendre et d'approfondir l'influence du parti dans les masses.

Le *Daily Worker* doit être transformé en un journal communiste de combat et de masses reflétant les besoins politiques de la classe ouvrière.

Le journal doit paraître ouvertement en tant qu'organe du Parti communiste anglais et avoir une ligne ferme et conséquente d'organe communiste de combat. Il doit aussi publier des informations d'ordre général, mais dans un tel esprit qu'elles contribuent à l'éducation politique de la classe ouvrière. La meilleure façon de le réaliser est d'opérer un choix politique de la chronique, d'exposer celle-ci de façon à contribuer systématiquement au développement de la conscience de classe des ouvriers et de paralyser l'influence néfaste de la presse capitaliste.

Le journal doit continuellement exposer les différents faits de la vie du parti de façon à éduquer les adhérents, à relever leur niveau politique et idéologique. Il doit accorder une grande attention à tout le travail de masses du parti et donner la place qu'elles méritent à toutes les organisations sympathisantes du front unique.

L'organisation des correspondants ouvriers en groupes locaux et d'usines, la convocation de conférences des

correspondants ouvriers doivent être un des chaînons les plus importants pour renforcer la liaison du journal avec les masses.

6. Le *Daily Worker* et le parti doivent se servir de l'émulation révolutionnaire pour assurer la diffusion du journal dans les usines. Ils doivent organiser parmi les ouvriers une campagne énergique pour fournir une aide pécuniaire au journal. Le parti *doit* se proposer dans un bref délai de porter le tirage du *Daily Worker* à 50.000 exemplaires et recueillir 5.000 livres sterling.

Le parti n'a pas compris que la diffusion du *Daily Worker* alors qu'elle est sabotée par les agences bourgeoises de presse, prend une portée politique décisive, et exige que le B.P. et les organisations locales désignent pour cela des organisateurs spéciaux responsables de ce travail, que des organes spéciaux soient créés dans les usines pour maintenir le journal et assurer sa diffusion (groupes des amis du *Daily Worker* et organisations analogues).

7. En vue de relever le niveau du journal, on recommande les mesures suivantes :

a) Le Bureau politique, dans ses séances, doit périodiquement discuter le plan de travail du journal et signaler les questions politiques à traiter dans le journal, la façon dont il faut les poser, les campagnes à déclencher, les conflits économiques qu'il faut examiner systématiquement et les mesures que le parti doit prendre pour réaliser ces campagnes.

b) Le Bureau politique doit entendre et discuter périodiquement les comptes rendus sur la diffusion du journal par le parti et les organisations sympathisantes.

c) Étudier soigneusement les correspondances ouvrières et consacrer des articles spéciaux aux lettres les plus importantes

pour que les correspondants ouvriers voient que leur travail est une partie essentielle du journal.

d) Organiser un vaste plan des comités d'amis du *Daily Worker* dans le but d'augmenter le tirage du journal et d'activer l'aide pécuniaire. Veiller particulièrement à se servir des correspondants ouvriers pour organiser la vente du journal dans les entreprises.

e) Exposer systématiquement dans le journal les questions de la lutte idéologique contre les déviations de droite dans le P.C. anglais et dans les autres sections de l'I.C.

f) Dans le domaine de l'autocritique, porter le centre de l'attention sur la lutte contre l'opportunisme en pratique.

8. Les tâches énumérées ci-dessus ne peuvent être réellement appliquées que si le P.C. anglais se transforme en un parti communiste de masses. C'est pourquoi il importe de commencer une campagne de recrutement de masses sur la base de la ligne du parti en se servant de l'émulation révolutionnaire.

Les cellules, les organisations locales et régionales doivent mener la campagne d'émulation pour recruter 2.500 adhérents au cours des trois prochains mois. Le succès de la campagne actuelle de recrutement du parti américain est un exemple de ce que l'on peut obtenir en y mettant assez d'énergie.

Dans cette campagne, le *Daily Worker* doit jouer un rôle particulièrement important.

Les lecteurs sans parti, les propagateurs du journal et ses correspondants sont les éléments les meilleurs pour le recrutement du parti et il faut faire tous les efforts pour les enrôler dans les rangs du Parti communiste de Grande-Bretagne.

Il faut mettre fin à la passivité et au sectarisme qui caractérisaient auparavant la position du parti dans la question du recrutement. Le parti ne doit pas être une secte, mais le guide de la classe ouvrière et ses portes doivent être grandes ouvertes à tous les ouvriers qui veulent vraiment y entrer et participer à la lutte révolutionnaire.

LA SITUATION EN ITALIE, L'ÉTAT DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN ET SES TÂCHES IMMÉDIATES

*(Résolution du C.C. du P.C. italien, approuvée par
le Présidium élargi du CE. de l'I.C.)*

1. L'économie nationale d'Italie plongée depuis plusieurs années dans un état de grande dépression chronique, est en proie de plus en plus à une crise générale profonde, aggravée tant par suite des particularités du capitalisme italien et de la politique économique du fascisme, que par suite de l'extension de la crise économique mondiale et de la répercussion de la crise économique aux États-Unis, etc. La nouvelle aggravation de la crise officiellement caractérisée comme une « situation délicate » va bousculer, dans son développement ultérieur, tous les « plans » de la politique économique fasciste.

Déjà, dès les premiers symptômes de l'aggravation de la crise, le gouvernement fasciste a dû renoncer à ses « plans » de travaux publics et d'amélioration des terres, et interrompre ses travaux. Outre sa politique générale répondant exclusivement aux intérêts du grand capital le gouvernement fasciste engage les finances de l'État et l'épargne pour constituer des fonds

spéciaux destinés aux grosses entreprises industrielles bancaires et commerciales, en vue de les aider à sortir indemnes de la crise. Par contre, les paysans, la petite bourgeoisie industrielle et commerçante couches auxquelles le fascisme avait fait tant de promesses — sont condamnées à se « serrer la ceinture ».

Pour pouvoir mener cette politique le gouvernement fasciste surcharge d'impôts encore plus écrasants les larges masses travailleuses urbaines et rurales. Les capitalistes aidés par le pouvoir d'État s'efforcent d'intensifier l'exploitation des ouvriers, de diminuer les salaires et de jeter à la rue un grand nombre d'ouvriers, d'où accroissement rapide du chômage.

Ainsi le régime fasciste en Italie fait retomber tout le poids de la crise économique qui s'aggrave sur les épaules des larges masses ouvrières et des masses travailleuses en général.

2. Avec l'aggravation de la crise économique en Italie, s'accroît le mécontentement des larges masses ouvrières et paysannes contre le régime fasciste.

Même les quelques couches de ces masses travailleuses si longtemps trompées, commencent visiblement à se détacher de l'influence fasciste et même, par endroits, à entrer en lutte directe avec le régime. La nombreuse série d'épisodes récents de lutte ouverte de la classe ouvrière contre les patrons, contre les gros propriétaires fonciers, contre les organes de l'État, contre le fascisme, malgré le redoublement de la terreur fasciste dénotent incontestablement le début d'une poussée des masses ouvrières et travailleuses, d'un réveil de l'activité de combat de ces masses. Les preuves en sont :

a) Les mouvements des ouvriers dans certaines usines et fabriques importantes de Milan, Turin, Alexandrie, Udine et autres villes dans la journée du Premier Août 1929, malgré la proclamation de l'état de siège. En outre, la conduite des 500 ouvriers arrêtés à Turin, qui organisèrent en prison une manifestation au chant de l'*Internationale* témoigne de la combativité croissante de la classe ouvrière ;

b) Les manifestations de masse des ouvriers et des paysans à Goritza-Tolmino lesquels, à l'occasion du Premier Août, allumèrent 40 feux et dispersèrent par la force les gendarmes venus pour éteindre les incendies qui s'étaient déclarés ;

e) Le refus des miliciens fascistes de mettre à exécution le 18 novembre 1929 le verdict de mort prononcé par le tribunal extraordinaire contre le paysan croate Gortan, la collision qui s'ensuivit avec les fascistes et la manifestation spontanée de protestation des paysans d'Istrie contre l'exécution de Gortan ;

d) Les troubles paysans antifascistes au commencement de novembre 1929 à Sulmone, en Apulie, dans les Abruzzes et en Calabre (refus de payer les impôts, incendies des maisons des fonctionnaires fascistes, voies de fait contre les fascistes et leur expulsion des villages) ;

e) Les actions armées encore plus imposantes des ouvriers industriels et agricoles et des paysans travailleurs à Faenza et autres localités de la Romagne vers la fin de novembre de l'année dernière, où les importantes expéditions punitives militaires et policières, envoyées du centre, ont perdu environ une centaine de tués et de blessés. Pendant ce temps, de forts détachements « sûrs » de la milice fasciste et de carabinieri ont été concentrés dans les centres industriels de Turin et de Milan, où toutes les grandes usines étaient fortement gardées par les troupes et la police ;

f) La lutte de décembre des ouvriers des métaux de Milan dans les grandes usines métallurgiques contre la rationalisation fasciste, lutte qui obligea les patrons à réclamer l'envoi de troupes en raison de la possibilité de troubles ouvriers, lutte qui obligea même les « syndicats fascistes » dans des buts démagogiques, à réclamer la réintégration des ouvriers congédiés ;

g) La désertion, toujours plus fréquente de miliciens fascistes et la participation de certains d'entre eux à la récente manifestation des ouvriers industriels et des ouvriers agricoles chômeurs à Milan, etc.

Tous ces faits indiquent que la lutte des ouvriers et des paysans rompt déjà le front fasciste dans certains endroits.

Ainsi, l'aggravation de la crise économique, tout en accentuant les antagonismes sociaux et fondamentaux et la lutte de classes, accélère la maturation des conditions objectives pour que le mouvement causé par le mécontentement des grandes masses ouvrières ainsi que les combats antifascistes plus ou moins disséminés, se développent en grandes grèves économiques, en imposantes manifestations de rue, en puissantes grèves politiques de masses, en actions politiques se succédant l'une à l'autre ou se combinent avec la lutte antifasciste et les mouvements antifascistes des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, avec la lutte des minorités nationales opprimées.

Le fait important et caractéristique de la période politique actuelle est précisément ce réveil de l'activité révolutionnaire des ouvriers et des paysans pauvres.

3. Toutes ces luttes depuis les plus modestes jusqu'aux puissantes actions politiques révolutionnaires des larges

masses ouvrières et paysannes, posent dans leur développement irrésistible la question du renversement du régime fasciste. Le fascisme, parce que devenu l'expression politique conséquente et la forme d'exercice de la dictature violente ouverte de la grande bourgeoisie impérialiste italienne sur le prolétariat et sur les autres couches travailleuses ne pourra être renversé que par l'action révolutionnaire du prolétariat qui, sous la direction du parti communiste, conduit l'action et les luttes révolutionnaires antifascistes des larges masses travailleuses urbaines et rurales.

Par conséquent, dans la prochaine situation révolutionnaire, la lutte pour le renversement du fascisme ne pourra être que la lutte pour la destruction de la domination capitaliste, que la lutte pour l'instauration du pouvoir des Soviets des ouvriers, des soldats, marins et paysans, du gouvernement ouvrier et paysan, comme forme politique de l'exercice de la dictature du prolétariat.

4. Le caractère socialiste-prolétarien de la révolution posée à l'ordre du jour en Italie ressort clairement des considérations suivantes : *a)* le haut degré du développement du capitalisme impérialiste italien dominant en fait toute l'économie nationale ; *b)* la fusion des intérêts matériels et politiques des capitalistes, des gros agrariens, de la monarchie et de l'Église réalisée sous l'égide du fascisme exerçant la dictature du capital financier, d'une part, le haut degré de différenciation des classes et de l'acuité des antagonismes de classes, d'autre part. Est également important le fait que le prolétariat industriel et agricole (plus de 4 millions d'ouvriers agricoles — avec traditions de lutte révolutionnaire) constitue non seulement le pilier fondamental de l'économie du pays, mais

comprend aussi avec ses alliés directs — paysans pauvres, métayers, etc. — l'immense majorité de la population ; c) la crise économique, sociale et politique révolutionnaire des premières années d'après-guerre (1918-1922) avait déjà posé concrètement le dilemme : ou dictature prolétarienne comme question d'action immédiate, ou dictature violente ouverte, brutale du grand capital. La dure expérience que le prolétariat et les masses travailleuses ont accumulée depuis lors sous la dictature fasciste leur a appris encore davantage la nécessité de combattre pour la dictature prolétarienne comme l'unique voie pour en finir avec le fascisme.

5. Lors de l'avènement au pouvoir du fascisme, certaines couches de la petite bourgeoisie n'ont joué un rôle politique important que comme instrument dans les mains de la grande bourgeoisie contre le prolétariat. Cependant, désillusionnées et mécontentes du régime fasciste, ces couches, en particulier les petits paysans, s'apprêtent à lutter activement contre le fascisme. Mais leur lutte ne saurait avoir d'efficacité politique réelle que dans la mesure où elle entrera dans la voie d'une lutte révolutionnaire conséquente contre le fascisme et où elle se déroulera sous l'hégémonie du prolétariat.

6. Tous ceux qui croient et font croire que le renversement du fascisme pourrait être le fait de manœuvres légales de la bourgeoisie elle-même, ou le fait de l'action des masses petites-bourgeoises, ou le fait de l'« évolution démocratique du fascisme », tous ceux qui croient que le fascisme sera renversé « légalement », pacifiquement, qui croient que ce « renversement » ouvrira une phase nouvelle de régime « démocratique-parlementaire-bourgeois », — tous ceux-là jouent le rôle d'agents bourgeois qui cherchent à dérouter les

masses et à paralyser la maturation et la conduite victorieuse des actions révolutionnaires des masses contre le fascisme.

7. Les épaves d'émigrés des anciens groupements petits-bourgeois professant un pseudo-antifascisme verbal (Parti socialiste-réformiste de Turatti, Parti maximaliste, Parti républicain, groupe de Buozzi, Ligue des droits de l'Homme, ainsi que le groupe des *popolari* de Sturzo, le groupe de Ritti, etc.) vont sûrement tenter, soit de leur propre initiative, soit sur l'invitation de l'ordre capitaliste, lors d'une situation révolutionnaire aiguë, de faire dévier le mouvement et les actions politiques des masses de leur principal objectif : le renversement du fascisme et l'instauration de la dictature prolétarienne. Des tentatives semblables seront inévitablement faites, et, si le P.C.I. ne les déjoue pas à temps en conquérant la direction du mouvement révolutionnaire, elles auront pour conséquence d'entraver provisoirement les luttes révolutionnaires.

8. Il est donc du devoir primordial du P.C.I., le seul et unique parti qui, en Italie, lutte effectivement et conséquemment contre le fascisme, de poursuivre inlassablement son but essentiel : empêcher que les masses qui vont entrer de plus en plus en lutte contre le fascisme, retombent de nouveau, lors de la prochaine crise révolutionnaire, sous l'influence néfaste des social-démocrates et d'autres groupements petits-bourgeois.

Le parti communiste ne saurait atteindre ce but qu'en menant systématiquement la lutte contre les social-fascistes, en démasquant d'une façon conséquente les opportunistes dans ses propres rangs et en se plaçant à la tête de chaque lutte de masse, de chaque mouvement des ouvriers et paysans contre le

patronat, les grands propriétaires fonciers, et le fascisme. Seulement par cette voie le prolétariat dirigé par le Parti communiste conquerra l'hégémonie dans les luttes révolutionnaires contre le fascisme, contre le capitalisme et assurera la victoire de la dictature du prolétariat.

Tous ceux qui, dans les rangs du Parti, croient sincèrement à l'avènement d'une période de « démocratie bourgeoise » comme étape dans le déroulement du mouvement révolutionnaire antifasciste se montrent non seulement ignorants du degré de développement et des particularités du capitalisme impérialiste italien, de l'unité organique indissoluble entre le fascisme et le capitalisme, du véritable caractère des luttes politiques en Italie depuis le début de la guerre impérialiste mondiale ; non seulement ils se montrent pessimistes quant à l'application de la capacité de combat du prolétariat italien en même temps que très optimistes pour les capacités de combat révolutionnaire de la petite bourgeoisie et même de quelques couches de la grande bourgeoisie, mais encore tous ceux-là font preuve d'une idéologie défaitiste opportuniste qui, si elle n'est pas combattue implacablement, rend impossible la préparation politique et d'organisation effective des forces du prolétariat en vue de la lutte contre le fascisme.

Les perspectives de développement de la lutte révolutionnaire en Italie dépendent donc étroitement des résultats que le Parti obtiendra dans son travail politique et d'organisation parmi les couches décisives de la classe ouvrière en se plaçant dès le début à leur tête comme la seule force antifasciste active dans tout le cours du mouvement révolutionnaire.

9. La tâche fondamentale du P.C.I. consiste à faire tous ses efforts pour conquérir la majorité de la classe ouvrière urbaine et rurale de la paysannerie pauvre pour se mettre immédiatement à la tête des masses qui entrent déjà en lutte et qui y seront poussées dans une mesure toujours plus grande par suite de l'aggravation de la situation.

L'activité du Parti au sein de la classe ouvrière dans les usines, parmi les ouvriers agricoles, les semi-prolétaires et les paysans pauvres du Midi et des îles, les fermiers, métayers et paysans moyens, les artisans, les minorités nationales, les populations des colonies, ainsi que parmi les couches de la petite-bourgeoisie urbaine ruinées par la politique fasciste doit être telle que le Parti démontre à toute la population travailleuse qu'il est la seule force antifasciste active, la seule force organisée qui mènera victorieusement la lutte contre le fascisme.

Dans ce but, et pour se lier étroitement avec les masses pour stimuler, élargir, pousser en avant le mouvement et pour se mettre à sa tête, le Parti, en liant étroitement son action à celle des syndicats rouges devra mener l'agitation la plus large pour toutes les revendications partielles, quotidiennes, des ouvriers et des paysans pauvres. Cette agitation devra être menée avec des mots d'ordre simples et précis, concrets et adaptés à la situation réelle des couches ouvrières et paysannes, accessibles à leur compréhension. Le Parti devra parvenir à lier étroitement, plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, l'agitation pour les mots d'ordre partiels avec son agitation et sa propagande pour les buts finaux de la révolution prolétarienne.

Tout ce travail de propagande, d'éclaircissement et d'agitation du Parti, doit être accompagné par un travail

opiniâtre d'organisation des luttes et de l'activité révolutionnaire des masses (manifestations, grèves économiques partielles, manifestations de la paysannerie contre les municipalités fascistes, coordination des grèves et des manifestations, etc.).

En tant que problème tactique décisif de la période actuelle, le P.C. doit poser le problème de la transformation des grèves économiques partielles en grèves politiques de masse conduisant le prolétariat aux combats décisifs pour le pouvoir. En posant pratiquement ce problème, le P.C. doit travailler à développer chaque lutte ouvrière en un vaste mouvement de masse et, lorsque la situation concrète correspondante existe, à lier les grèves aux manifestations de rue, à la fraternisation avec les soldats, à l'action révolutionnaire de masse, à la lutte révolutionnaire des ouvriers agricoles et des paysans pauvres.

Dans les villages, il faut créer des comités paysans afin de coordonner les mouvements épars qui se produisent actuellement et de les transformer en une lutte des masses travailleuses rurales contre les propriétaires fonciers, contre l'Église, contre les autorités fascistes.

En outre, en vue de l'accomplissement de ces tâches, il est absolument nécessaire que le P.C.I. déploie, dès maintenant, l'activité la plus intense pour créer dans les entreprises et dans les villages des organisations de masse d'autodéfense ouvrière et paysanne, en posant devant ces organisations la tâche de protéger et de défendre les grèves et manifestations, ainsi que de préparer les combats ultérieurs pour le renversement du régime fasciste.

Dans les campagnes, l'activité du Parti devra se développer très largement en s'appuyant essentiellement sur les ouvriers agricoles dont les mouvements joueront un très grand rôle, et en établissant l'unité de front de combat entre les couches décisives de la population travailleuse de la campagne (les ouvriers agricoles, les paysans pauvres et une grande partie des paysans moyens) contre les agrariens, contre les capitalistes, contre l'État fasciste.

En s'appuyant sur les noyaux de l'Association de défense des paysans pauvres, le P.C. doit les élargir, les rendre plus actifs et y raffermir ses positions dirigeantes. Il doit mener une vaste agitation contre les municipalités fascistes, contre les impôts, etc., et ainsi, autour des revendications partielles des paysans, stimuler et orienter la lutte de ceux-ci pour lui donner un caractère de lutte révolutionnaire de masse contre l'État fasciste-bourgeois.

Enfin, la lutte contre le danger de guerre impérialiste et pour la défense de l'U.R.S.S. acquiert en Italie une très grande importance par suite de la politique agressive de l'impérialisme italien qui cherche dans la guerre une issue à ses contradictions et à sa crise.

10. Le problème de la social-démocratie est très important pour le Parti italien.

La social-démocratie italienne dans tous ses courants, ne constitue en aucune façon une exception parmi les autres partis social-fascistes de la II^e Internationale. Une partie de la social-démocratie italienne (la majorité de la direction syndicale réformiste) s'est déjà intégrée au régime fasciste.

L'autre partie (le Parti réformiste et le Parti maximaliste) qui s'est transportée à l'étranger, mène seulement une lutte en paroles contre le fascisme et est en réalité un instrument du fascisme dans la lutte contre le communisme et les éléments prolétariens révolutionnaires.

Certains éléments de la social-démocratie italienne discutent même avec Mussolini des conditions de leur retour en Italie et de leur intégration au régime réactionnaire de la bourgeoisie italienne.

Il ne peut y avoir de doute que dans le développement de la crise générale du régime fasciste, la social-démocratie italienne ne prenne une part active et de premier plan, dans le pays même, à l'écrasement du mouvement révolutionnaire de masse en arrivant à un accord direct avec le fascisme. Le fait que la social-démocratie cherche actuellement à établir des liaisons avec certaines couches de la classe ouvrière et paysanne, et a recours à une phraséologie « révolutionnaire » ne peut être considéré que comme une façon d'utiliser le mouvement de masse pour ses buts réactionnaires.

Le Parti communiste doit mener parmi les masses la lutte la plus intense et la plus acharnée contre la social-démocratie et contre tout courant « démocratique » bourgeois et petit-bourgeois.

Il doit déraciner, détruire l'opinion profondément fausse et dangereuse selon laquelle la social-démocratie italienne serait différente des autres partis social-fascistes de la II^e Internationale.

Le Parti communiste doit dénoncer inlassablement la social-démocratie comme un parti social-fasciste ; de même il doit dénoncer toutes les illusions démocratiques sur le rôle « progressif » et « révolutionnaire » de la social-démocratie en prouvant par des faits de la lutte de classes que seul le Parti communiste défend réellement les intérêts des ouvriers et des paysans.

C'est seulement en démasquant impitoyablement la social-démocratie italienne comme prolongement politique du fascisme italien que le P.C.I. saura lutter conséquemment et jusqu'au bout contre la dictature fasciste qui, au moment critique, cherchera au moyen de la social-démocratie un appui parmi les masses travailleuses.

11. Le Parti dans ces derniers temps a sans doute obtenu des succès (reprise de liaisons durant un certain temps interrompues avec certaines régions, réorganisation de la base, campagne du Premier Août, participation active à la conférence de la C.G.T.U., etc.).

Le Comité central de septembre a fait une juste autocritique de la politique du Parti, en a précisé la ligne générale en accord avec la ligne générale de l'I.C. et conformément à la nouvelle situation. Il a corrigé certaines erreurs commises dans le passé, a posé les bases idéologiques et politiques de la lutte contre l'opportunisme et les tendances conciliatrices et a mené énergiquement cette lutte dans son sein, en excluant le renégat Tasca.

La situation d'organisation du Parti et la façon dont se développe son activité ne peuvent cependant pas encore être considérées comme satisfaisantes.

Les organisations de base ont en général, une activité politique trop *réduite*. Elles se limitent à une agitation générale, ne réussissent pas à stimuler et à pousser en avant les masses ouvrières et paysannes comme cela serait nécessaire et possible et dans la plupart des cas ne réussissent pas à être à la tête de mouvements de masse qui se produisent spontanément.

Les cadres moyens sont insuffisants et leur niveau idéologique et politique est très bas.

Il existe un écart trop grand entre le centre du Parti et la base et le rythme du travail est en général trop lent.

Les mêmes faiblesses peuvent être constatées dans l'organisation des Jeunesses communistes qui, en outre, sort d'une période au cours de laquelle elle avait fusionné à la base presque complètement avec les organisations du Parti et en conséquence se trouve à un niveau de développement très bas.

En ce qui concerne le travail syndical, la tendance à identifier les organisations du Parti avec les organisations syndicales est encore prépondérante, ce qui empêche le développement d'une activité organisée de caractère syndical parmi les masses des sympathisants et des ouvriers sans-parti.

Tenant compte des difficultés de la situation, il faut constater que le développement du Parti est en retard sur le développement de la situation, en ce qui concerne l'organisation, l'activité politique en liaison avec les masses, la capacité de diriger leur mouvement. *Le danger le plus grand qui menace actuellement le P.C.I. est qu'il ne réussisse pas à rattraper ce retard, et qu'il soit condamné à rester à la remorque des événements et des mouvements de masse.* Pour

surmonter cet écart et, partant, pour pouvoir accomplir les tâches énormes que lui posent impérieusement le développement de la crise en Italie et le réveil du mouvement ouvrier, le P.C. doit opérer un tournant décisif dans le domaine de l'organisation et dans les méthodes de travail pratique.

12. Le B.P. du C.C. du P.C.I. a soulevé, quoique avec retard, la nécessité d'un pareil tournant. Parmi les principales conditions nécessaires à la réalisation de ce tournant il faut citer les suivantes :

a) Le recrutement de nouveaux adhérents au P.C., aux J.C. et aux syndicats révolutionnaires doit être au centre de l'attention et du travail journalier de toutes les organisations du Parti. C'est le succès de ce travail qui déterminera dans une large mesure la réalisation effective du tournant dans le travail du P.C.

b) En ce qui concerne le travail dans les organisations fascistes de masse (syndicats, coopératives, organisations sportives, etc.) le P.C. a donné des directives justes, mais jusqu'à ces derniers temps on les a suivies dans une mesure très insuffisante.

Il est nécessaire d'obtenir la réalisation rapide et décisive de ces directives.

c) Il faut renforcer dans la plus grande mesure, le travail dans les syndicats, répartir d'une façon juste le travail entre les organisations syndicales et les organisations du Parti. Entraîner les ouvriers sympathisants actifs à participer à la direction du travail syndical.

d) Il faut porter la plus grande attention aux questions du travail parmi les chômeurs.

Le P.C. doit déployer la plus grande activité dans ce sens en organisant des comités et des conseils de chômeurs, en liant l'activité de ces comités et conseils aux tâches du travail du P.C. dans les syndicats et dans les entreprises et en liant le mouvement des chômeurs à la lutte générale de classe du prolétariat.

e) Il faut intensifier le travail parmi les émigrés. Étant donné les nouvelles tâches se posant actuellement devant le P.C., l'importance du travail parmi les nombreux émigrés prolétariens d'Italie s'accroît énormément.

Dans ce travail le P.C. doit se poser pour tâche de détruire l'influence de la social-démocratie italienne parmi les émigrés et d'organiser systématiquement le travail pour recruter parmi les émigrés de nouveaux cadres dirigeants. Ce travail parmi les émigrés doit s'effectuer en contact étroit avec les P.C. intéressés. Ces derniers doivent soutenir et aider le P.C.I. dans ce travail.

Tout le travail parmi les émigrés doit être organisé de façon à renforcer et à multiplier la liaison politique et d'organisation avec les masses ouvrières et paysannes restées en Italie, car c'est à l'intérieur du pays que doit se trouver le centre de gravité du travail du P.C.I.

f) Le P.C. doit également intensifier la lutte contre l'Église catholique en expliquant inlassablement que l'Église aide le fascisme et la bourgeoisie internationale à asservir les grandes masses de travailleurs, à préparer la guerre contre l'Union soviétique et à réprimer le mouvement révolutionnaire des masses opprimées.

13. Dans les conditions actuelles, devant l'aggravation de la situation économique et politique et à la veille de vastes mouvements de masse et de la lutte du prolétariat contre l'État capitaliste, le P.C. se trouve en présence de la tâche excessivement urgente, importante et difficile d'étendre son influence idéologique, politique et d'organisation sur les masses dans le but d'orienter leur mouvement dans la voie de la lutte de classe politique, révolutionnaire et conséquente.

Le Parti ne pourra atteindre ce but s'il ne sait pas venir à bout et détruire définitivement toutes les variétés d'opportunisme.

À l'étape actuelle, le danger le plus grand qui menace le parti et tout le mouvement ouvrier, est le danger opportuniste de droite, le courant et les tendances opportunistes de droite. Tout le Parti et chaque communiste en particulier doivent combattre ce danger implacablement et par tous les moyens. Cette lutte doit être menée avec opiniâtreté, sans hésitations, sans esprit de conciliation, sans équivoque, sans atténuation.

C'est précisément sous ce rapport que la direction du Parti a commis une erreur politique des plus sérieuses qui s'est exprimée par la lenteur, les hésitations du C.C., par la mobilisation insuffisante de la périphérie du Parti dans la lutte contre la position opportuniste de droite et liquidatrice de Tasca.

Il existe dans la situation italienne actuelle des conditions objectives qui constituent une base favorable à la diffusion de l'idéologie opportuniste dans certaines couches de la classe ouvrière et dans le Parti lui-même.

Parmi les masses et à la base du Parti, l'opportunisme se manifeste essentiellement par une incompréhension du rôle dirigeant de la lutte antifasciste qui revient à la classe ouvrière, par la tendance à attendre passivement que le fascisme tombe sous l'action d'autres classes ou d'autres facteurs (une partie de la bourgeoisie, la social-démocratie, une défaite militaire, etc.), par la tendance à renvoyer l'action de classe du prolétariat contre le régime capitaliste à un moment ultérieur, etc.

Dans la pratique, l'opportunisme se manifeste par la passivité, par la renonciation au travail d'agitation parmi les masses, par la crainte du mouvement de masse, par l'attente passive du développement de ce mouvement en dehors de l'action organisée du Parti.

Il conduit le Parti à la passivité, à l'impuissance devant les tâches résultant de la situation, au manque de confiance dans les forces de la classe ouvrière, à la capitulation devant l'ennemi. La destruction des racines de l'opportunisme dans le Parti et dans la classe ouvrière est la condition indispensable à la réalisation de l'hégémonie du prolétariat dans la lutte contre le fascisme, pour pouvoir donner à cette lutte un contenu révolutionnaire de classe.

La lutte contre l'opportunisme est d'autant plus nécessaire que dans ces derniers temps un fort courant d'opportunisme s'est manifesté même parmi les organes de direction du Parti. La déclaration présentée au Comité central par le camarade P., membre du B.P. constitue, en fait, une plateforme opportuniste.

Ce camarade est en désaccord profond avec la ligne politique de l'Internationale, il défend d'une façon insidieuse et équivoque les positions qui ont été prises dans presque tous les partis de l'Internationale par les éléments opportunistes et liquidateurs (négarion de la radicalisation des masses, incompréhension du mouvement actuel, tentatives de discréditer la ligne de l'I.C., de la présenter comme une ligne qui conduit à la destruction du mouvement communiste, etc.). Le camarade P. soutient la thèse fausse et profondément opportuniste de la possibilité d'une démocratisation de la situation italienne et du fascisme. Il montre une incompréhension complète des tâches d'organisation du Parti, qualifie l'action que le Parti doit accomplir en Italie pour stimuler et diriger le mouvement des masses comme un « facteur artificiel », défend la passivité, répand le pessimisme petit-bourgeois le plus profond.

La position de ce camarade doit être condamnée de la façon la plus énergique comme une position qui mène à la liquidation du Parti.

La lutte contre cette position devra être menée ouvertement, sans aucun ménagement, en combattant en même temps tous ceux qui ne se désolidarisent pas d'avec le camarade P., qui se refusent à le combattre, qui montrent une tendance à la tolérance et à la conciliation envers son point de vue.

Le plan d'organisation qui a été présenté par quelques membres du Bureau politique doit être aussi considéré comme une plate-forme qui peut mener à la position opportuniste du camarade P.

La base idéologique de ce plan d'organisation représente un appui aux tendances admettant la spontanéité du développement de la révolution, et de ce fait sous-estime le rôle dirigeant qui incombe au Parti dès le début du mouvement de masse. Pratiquement ces camarades cherchent à justifier leurs positions en prétextant la faiblesse et les défauts de l'organisation du Parti, qu'ils exagèrent artificiellement. Les faiblesses et les défauts du Parti doivent être reconnus entièrement et sans crainte par une autocritique collective et l'on doit tâcher de les vaincre en contrôlant soigneusement l'exécution des décisions prises.

Mais ces faiblesses ne peuvent servir d'arguments contre la nécessité d'accomplir un tournant énergique dans les méthodes de travail, contre la nécessité de poser et de résoudre, le plus rapidement possible, toute une série de problèmes nouveaux.

En raison de cela, le CC. du P.C.I. croit nécessaire de surmonter énergiquement toutes les résistances à la nouvelle ligne d'organisation du Parti visant les organes centraux, l'appareil du Parti et la base. Une vérification de l'appareil du Parti devra être faite sur la base de la lutte idéologique contre l'opportunisme, sur la base de la capacité de chaque fonctionnaire du Parti à travailler aux nouvelles tâches et avec les nouvelles méthodes.

14. Mais la lutte contre les vestiges du « fascisme » et le danger opportuniste de droite ne sera pas une lutte ferme et conséquente si le Parti n'arrête pas, en même temps, toute tentative de ressusciter en son sein le bordighisme anarcho-liquidateur.

Cela signifie que la lutte contre le principal danger, contre les déviations et la mentalité opportuniste de droite, ne doit pas cacher le danger des tendances de « gauche », des tentatives de ressusciter les vestiges du bordighisme anarcho-liquidateur.

Il est impossible de détruire définitivement et de rendre politiquement inoffensive l'idéologie opportuniste de droite du camarade P., si l'on ne démasque pas le fait qu'elle revêt des apparences soi-disant gauches à la Bordiga.

Si dans le fond, par sa portée politique, la plateforme du camarade P. constitue une défense tardive du fascisme, elle n'en spéculé par moins habilement sur certaines erreurs, depuis longtemps reconnues ouvertement par le C.C., elle représente une tentative d'agir sur l'état d'esprit des éléments prolétariens honnêtes du Parti, mécontents de certaines lacunes dans l'organisation et le travail pratique. En même temps, le camarade P. agit également sur l'état d'esprit des éléments qui n'ont pas encore complètement et définitivement liquidé les derniers vestiges du bordighisme.

Le C.C. du P.C.I. croit nécessaire d'employer à l'égard des éléments prolétariens du Parti, honnêtes, dévoués et d'état d'esprit révolutionnaire, une méthode de persuasion patiente et d'explications systématiques, en les entraînant dans le travail courant, voire même en les faisant participer au travail responsable. En même temps, le C.C. du P.C.I. et les organisations locales du Parti doivent combattre énergiquement les courants opportunistes de droite et de « gauche » et leurs agents et représentants masqués, avérés ou poltrons.

15. La façon dont se sont développées dans le B.P. du Parti les discussions sur les nouvelles tâches d'organisation a démontré l'existence d'une faiblesse intérieure des organes de direction du Parti.

Cette faiblesse est, en partie, le résultat de la situation très difficile dans laquelle ces organes et tout le Parti ont travaillé durant ces dernières années et de l'écart trop grand existant entre le centre et la base.

Mais cette faiblesse est aussi, en partie, la conséquence d'une fausse méthode de direction qui a été suivie les années précédentes, du fait que dans le centre du Parti, par crainte de troubler sa composition, on n'a pas poussé à fond toutes les divergences politiques.

En conséquence le Parti a été amené à accumuler certaines erreurs (hésitations sur la question allemande, lenteur dans le développement de la lutte idéologique et politique contre Tasca) et certaines positions opportunistes ont eu la possibilité de rester dissimulées jusqu'à présent.

Ces positions opportunistes pourront être démasquées complètement seulement lorsque la lutte contre l'opportunisme et les conciliateurs sera développée largement et sans ménagements, quand elle sera portée sur le terrain pratique, sur le terrain des tâches concrètes actuelles et de leur réalisation.

Cette lutte ne pourra que renforcer la solidité intérieure du C.C. et du B.P. parce qu'elle liera au C.C. du Parti les meilleurs éléments révolutionnaires de la base et de la classe

ouvrière.

Au cours de cette lutte, et au cours de tout travail du Parti, la discipline et l'unité intérieure des organes centraux devront être garanties le plus rigoureusement contre toutes tentatives de mépriser l'autocritique qui doit largement être développée ou de la transformer en lutte fractionnelle, cause de désagrégation.

Mais ce résultat sera atteint d'autant plus facilement que le C.C. luttera énergiquement pour la ligne générale de l'I.C. et du Parti, qu'il défendra cette ligne contre toute attaque sans chercher des accommodements avec ceux qui sont en désaccord avec elle ou qui résistent à son application.

En particulier, le C.C. du P.C.I. estime nécessaire de hâter la réalisation de la cooptation au Comité central de nouveaux éléments ouvriers travaillant à l'usine.

LES TÂCHES DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

*(Résolution du C.C. du P.C.A. adoptée par le
Présidium élargi du C.E. de l'I.C.)*

Durant la période écoulée depuis la X^e session plénière, le P.C.A. a fait un grand progrès dans la lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière, pour la consolidation organique de son influence politique dans les masses.

En démasquant et en combattant chaque jour impitoyablement

la politique social-fasciste du gouvernement de coalition et de la bureaucratie syndicale, en résistant énergiquement à l'orientation réactionnaire de la social-démocratie, en particulier par l'organisation de manifestations politiques, de grèves économiques, par l'organisation d'un large mouvement de défense des intérêts des chômeurs (manifestations, marches de la faim), le parti a réussi à saper l'influence du social-fascisme dans d'importantes couches de la classe ouvrière (défaite de la social-démocratie aux élections municipales de Berlin, de la Ruhr et dans d'autres centres industriels), à conquérir de nouvelles couches de prolétaires (victoire aux élections municipales à Berlin, victoire aux élections des conseils d'usines de la Ruhr et d'autres régions, succès dans le mouvement sportif et dans celui des libre-penseurs).

Le parti a remporté de grands succès dans la consolidation organique de son influence politique dans les masses. Le congrès national de l'opposition syndicale, qui a créé le centre de l'opposition syndicale, puis les congrès régionaux tenus à la suite d'une grande campagne dans les usines, marquent une importante étape dans l'œuvre d'organisation des millions de prolétaires ralliés aux mots d'ordre du parti communiste.

La recrudescence d'activité d'une certaine partie des cellules d'usines et des conseils d'usines rouges, le grand succès du front unique des chômeurs et des ouvriers occupés, le travail énergique des organisations de masses, le succès de recrutement du parti à Berlin, tout cela, de même que le succès des congrès de l'opposition syndicale, témoigne d'une activité croissante du parti.

La bonne ligne politique du parti, sa politique offensive à l'égard du social-fascisme a resserré les rangs du parti, a obligé une partie des conciliateurs (Ewert) à capituler, obligeant en

même temps les brandlériens à découvrir leur jeu social-démocrate.

Le plus important indice de l'influence politique et organique croissante du parti, de son renforcement intérieur est l'autorité croissante de sa direction, tant à l'intérieur du parti que dans les grandes masses ouvrières.

Le C.C. propose de continuer à s'orienter vers une large autocritique et à encourager par tous les moyens l'initiative à la base. Ce n'est qu'à l'aide des méthodes de l'autocritique et d'un système étendu de contrôle dans toutes les régions, organisations locales du parti et organisations révolutionnaires de masses, que le parti pourra activer son travail, se débarrasser de ses défauts et de ses faiblesses (lutte insuffisamment nette contre le social-fascisme de « gauche », en particulier en Saxe, démasquement tardif de la démagogie sociale des fascistes, développement très insuffisant des cadres des délégués révolutionnaires à l'usine, recrutement insuffisant au parti dans certaines régions industrielles (Halle, Mersebourg, etc.), faibles effectifs des cellules d'usines, faible développement de l'autocritique dans les organisations de base, opportunisme dans l'activité de certaines cellules et conseils d'usines rouges (par exemple chez Ulstein et Loewe à Berlin), développement insuffisant de la lutte idéologique contre l'opportunisme) qui, en majeure partie, ont déjà été signalés dans les dernières décisions du B.P.

Les tâches immédiates du P.C.A. sont déterminées par les objectifs de la lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière dans les conditions de contradictions de classes s'accroissant rapidement et provoquées par l'aggravation de la crise de la stabilisation capitaliste en Allemagne ; dans les

conditions de la préparation de la bourgeoisie et de ses serviteurs social-démocrates à une dictature fasciste par le moyen d'une attaque énergique contre le P.C.A. et contre le mouvement ouvrier révolutionnaire d'Allemagne, de la préparation active de la guerre contre l'Union soviétique, pays de la dictature du prolétariat ; dans les conditions d'une croissance rapide du chômage ainsi que d'une recrudescence de l'activité et de la conscience révolutionnaire des masses.

Continuer à développer la lutte contre le plan Young, instrument d'asservissement et de spoliation du prolétariat allemand, encouragement de l'offensive patronale contre les masses ouvrières dans les pays vainqueurs, instrument de préparation du blocus économique et de l'intervention militaire contre l'U.R.S.S. et facteur aggravant la menace de guerre entre les impérialistes pour un nouveau partage de leur proie, en se donnant pour tâche dans cette lutte de mobiliser les masses sous des mots d'ordre concrets d'actualité, de même qu'en popularisant dans les masses le programme de la révolution prolétarienne qui balaye le plan Young et tout le système parasitaire de l'impérialisme et qui à la place de l'Allemagne de Young établit l'Allemagne soviétique.

Dénoncer impitoyablement la social-démocratie, principal appui et principale force pour l'instauration de la dictature fasciste et aussi en tant que principal organisateur de la guerre contre l'U.R.S.S. (en prenant particulièrement soin de démasquer le rôle fasciste des social-démocrates de « gauche »).

Démasquer impitoyablement les cas de collaboration croissante de la social-démocratie et du fascisme.

Les organisations du parti doivent savoir distinguer entre les simples ouvriers dans les usines qui sont encore sous l'influence des social-démocrates et les cadres du parti social-fasciste afin de pouvoir rallier les premiers au front révolutionnaire par une application conséquente de la tactique du front unique par en bas en vue d'une lutte révolutionnaire énergique.

Organiser et grouper les millions de chômeurs dans des conseils de chômeurs travaillant sous la direction de l'opposition syndicale et du parti.

Déclencher les luttes économiques sous le mot d'ordre de la lutte contre la rationalisation capitaliste, pour l'augmentation des salaires, contre les renvois en masses, pour la journée de 7 heures avec le même salaire, de façon à placer sur le terrain de la lutte politique de masses ces luttes économiques et toutes les autres formes de l'activité et de la lutte de masses du prolétariat (grèves économiques, manifestations révolutionnaires, marches de la faim, démonstrations antifascistes).

Lier les revendications partielles de la lutte quotidienne avec les mots d'ordre politiques de principe du communisme. Lancer des mots d'ordre précis pour toutes les couches de la classe ouvrière et pour chaque usine, chaque atelier.

Organiser la lutte des paysans pauvres et des paysans travailleurs contre l'oppression des propriétaires fonciers et contre le fardeau fiscal croissant.

Renforcer et améliorer le travail du parti parmi les employés et dans toutes les autres couches des travailleurs des villes pour organiser la lutte contre le capital monopoliste, contre la

rationalisation capitaliste et contre l'offensive financière et politique du gouvernement de coalition social-démocrate.

Continuer à renforcer et à développer l'opposition syndicale révolutionnaire à l'intérieur et en dehors de l'A.D.G.B. et renforcer au maximum l'action des fractions communistes dans les syndicats. Renforcer sous tous les rapports les rangs du mouvement syndical révolutionnaire et son centre d'organisation.

Les mesures suivantes sont nécessaires pour élargir la base de masse de l'opposition syndicale révolutionnaire : organiser plus solidement les adhérents de l'opposition révolutionnaire, procéder à un large enregistrement de tous les lecteurs des journaux syndicaux et révolutionnaires, l'adhésion collective à l'opposition syndicale révolutionnaire des comités d'usines rouges, des délégués d'usines révolutionnaires, des organisations syndicales exclues pour opposition ainsi que des comités de chômeurs.

Mobiliser les masses contre la menace croissante d'interdiction du parti communiste, pour la lutte pour son existence légale en développant un travail de masses, créer des organisations de masses d'autodéfense prolétarienne pour protéger les organisations et les manifestations ouvrières contre les attaques des social-démocrates, des fascistes et de leur police.

En outre, toute cette lutte pour l'existence légale ne contredit pas, mais au contraire implique des mesures adéquates en cas d'une interdiction du parti communiste.

Développer la lutte contre l'opportunisme en pratique, avant tout sur le terrain syndical et municipal, en se basant sur

la plus large autocritique de la base au sommet et sur la lutte idéologique contre l'opportunisme avéré (de droite) aussi bien que contre l'opportunisme « de gauche » dissimulé sous des phrases révolutionnaires.

Il est absolument nécessaire de convoquer des conférences périodiques de travailleurs (d'ouvriers d'usines, de chômeurs, de la petite bourgeoisie) auprès des fractions municipales communistes dans le but de réaliser un contrôle permanent des masses et une participation active des travailleurs aux problèmes de la politique municipale révolutionnaire sous la conduite du parti communiste.

Recrutement intense de nouveaux membres dans le parti, ce faisant il faut se tourner radicalement vers les ouvriers des grandes entreprises et surtout vers les ouvrières et la jeunesse ouvrière, les directions de rayon doivent diriger toute leur attention vers le développement du réseau des cellules d'usines, par l'extension du réseau des journaux d'usines, vers le renforcement et le développement des cellules d'usines comme organes de base de la direction communiste du travail de masse, renouveler les cadres et les éduquer idéologiquement : *telles sont les tâches dont la solution garantira le succès de la lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière.*

La fermeté et l'énergie avec lesquelles le P.C.A. a appliqué et applique encore les décisions du VI^e congrès et de la X^e session plénière sont un gage des grands succès que le parti remportera dans la réalisation des nouvelles tâches, dans la lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière, dans sa mobilisation pour les batailles révolutionnaires décisives.

LA SITUATION DANS L'U.R.S.S.

(Résolution du Présidium élargi du C.E. de l'I.C. sur le rapport présenté par V. Molotov au nom du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S.)

Le Présidium du C.E. de l'I.C., après avoir entendu le rapport du camarade Molotov sur la situation en U.R.S.S., constate que les nouveaux succès formidables de l'offensive socialiste du prolétariat de l'U.R.S.S. et de son avant-garde, le P.C. de l'U.R.S.S., constituent une victoire de la plus haute importance pour le prolétariat mondial.

La X^e session plénière du C.E. de l'I.C., en soulignant le développement impétueux de l'industrie socialiste et l'essor puissant de l'enthousiasme du prolétariat édifiant le socialisme, a déjà marqué que le plan quinquennal de l'édification socialiste est un succès formidable non seulement pour les masses laborieuses de l'U.R.S.S., mais aussi pour tout le prolétariat international.

Les résultats de la première année de la période quinquennale montrent que le plan annuel a été rempli et que les prémisses ont été créées pour que le plan quinquennal soit dépassé.

L'accroissement de la production industrielle se poursuit à une allure toujours plus rapide et dépasse considérablement les chiffres prévus pour la seconde année de la période quinquennale. Le rendement du travail augmente, ce qui crée des conditions techniques bien plus favorables pour les succès ultérieurs dans ce domaine. Les capitaux nouvellement investis dans les industries de base ont dépassé au cours de la première

année de la période quinquennale une fois et demie les prévisions du plan.

L'industrie lourde progresse intensément et l'allure de son développement dépasse considérablement le développement moyen de l'industrie dans son ensemble.

En même temps, une modification des plus considérables s'est également produite dans le domaine des échanges qui eux aussi progressent rapidement dans le sens de la socialisation (93 % de tous les échanges sont déjà assurés par les organismes d'État et la coopération).

En même temps, malgré toutes les difficultés spécifiques de l'édification socialiste en U.R.S.S., on y observe un nouvel accroissement numérique de la classe ouvrière, la croissance des salaires, le passage d'une partie considérable des entreprises industrielles à la journée de 7 heures et à la semaine ininterrompue de 5 jours, la réduction du chômage, la multiplication continue des institutions destinées à élever la culture et à améliorer les conditions d'existence de la grande masse ouvrière.

Le succès le plus important de la dernière année est la croissance du mouvement des kolkhoz.

Ce mouvement revêt un caractère de masse, embrasse des régions entières d'une grande étendue et englobe dès maintenant près de la moitié des petites exploitations paysannes individuelles de l'U.R.S.S.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. considère comme une grande victoire de l'offensive socialiste, le fait que, déjà dans

le proche avenir, plus de la moitié de toutes les céréales destinées au marché sera livrée à l'État par les kolkhoz et les sovkhoz, ce qui ne peut manquer de constituer un tournant dans la corrélation des forces de classes en U.R.S.S. ainsi que dans le domaine des rapports internationaux entre l'U.R.S.S. et les autres pays.

Le développement impétueux des kolkhoz résoud l'un des plus difficiles problèmes de la dictature du prolétariat, le problème de l'entraînement de millions d'exploitations paysannes individuelles dans l'orbite de la révolution socialiste.

Ce mouvement grandiose brisant tous les obstacles qui se dressent sur son chemin, renverse toutes les théories réformistes et bourgeoises sur la « stabilité » économique et sur les « avantages » de la petite exploitation individuelle sur la grande.

Ce mouvement de masses enterre une fois pour toutes la conception menchéviste adoptée par les trotskistes sur le caractère contre-révolutionnaire de la paysannerie dans son ensemble et selon laquelle le prolétariat serait incapable d'entraîner à sa suite les masses formidables de la campagne dans la voie du socialisme.

Ce mouvement réfute absolument les conceptions essentielles des opportunistes de droite affirmant que la politique de collectivisation menace de rompre l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, qu'elle entrave l'approvisionnement des villes en céréales et aboutit à la réduction des terres ensemencées.

Le succès du mouvement des kolkhoz et le caractère de masse de ce mouvement, qui permet de substituer à l'économie capitaliste (koulaks) les grandes exploitations collectives, posent la dictature prolétarienne devant la tâche de la liquidation des koulaks en tant que classe. Étant donné qu'en Union soviétique, les koulaks forment la classe qui, jusqu'à ces derniers temps, avait conservé la base de production capitaliste, la politique de liquidation de cette classe contribue à ce que les paysans pauvres et moyens se tournent en masse vers le socialisme.

Cette politique enlève en même temps à la bourgeoisie mondiale une de ses principales positions, du fait qu'elle la prive du concours de la contre-révolution koulak au sein de l'U.R.S.S. De ce fait, tout progrès du mouvement des kolkhoz constitue un nouveau jalon dans la voie de la victoire de la révolution mondiale.

Le succès du mouvement de collectivisation ne peut manquer de résonner comme un appel aux oreilles du prolétariat mondial et des masses paysannes opprimées du monde entier, comme un appel à la lutte pour la dictature mondiale du prolétariat.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. considère comme un gage de première importance de la victoire du socialisme le fait que le mouvement des kolkhoz est réellement un mouvement de masses innombrables de paysans pauvres et moyens, devant lesquelles les douze années de luttes incomparables sous la direction du prolétariat et de son parti ont ouvert les horizons les plus vastes.

Pour la grande masse des campagnes, la lutte pour les kolkhoz est liée à la rupture complète avec le passé extrêmement pénible, grâce à un essor culturel puissant et à un changement radical de toute l'existence de la masse paysanne. La participation organisée de ces masses au mouvement de collectivisation, à condition que le principe du volontariat soit vigoureusement assuré dans l'ensemble du mouvement de collectivisation, accélère le processus d'union de la masse fondamentale des campagnes avec le prolétariat industriel, du fait qu'elle donne à l'alliance du prolétariat avec la paysannerie une base économique des plus solide, une base de production, et qu'elle aboutit de ce fait à la suppression des contradictions entre la ville et la campagne.

L'influence croissante de la ville prolétarienne et son hégémonie à l'égard de la campagne, en brisant toutes les anciennes manières de vivre, acquièrent une importance encore plus considérable du fait que le succès de l'offensive socialiste est devenu la cause d'un nouvel essor puissant de l'activité et de l'initiative du prolétariat qui, en U.R.S.S., exerce la dictature et l'hégémonie dans la révolution socialiste.

L'activité de la masse ouvrière qui s'est considérablement accrue s'exprime par la croissance de l'enthousiasme au travail par la création de nouvelles méthodes dans l'édification socialiste par un mouvement puissant vers de nouvelles formes d'organisation de son activité, par le mouvement de brigades de choc et par l'émulation socialiste, par la mobilisation de brigades de choc se portant au secours des kolkhoz, par la lutte active pour la science et la technique, par l'action internationale grandissante.

L'activité politique croissante de la classe ouvrière se manifeste le plus nettement par le rythme exceptionnel du

renforcement numérique du parti communiste auquel adhèrent maintenant les ouvriers par ateliers entiers.

La confiance des grandes masses dans le parti communiste, confiance qui augmente chaque jour, est une conséquence directe de la justesse de sa direction.

Les grandes masses se rendent de plus en plus compte que les succès décisifs sur le front socialiste sont indissolublement liés à la ligne juste du parti qui n'a rien de commun avec la ligne antiléningiste préconisant de pousser à outrance les progrès, et qui exagère l'efficacité des méthodes administratives (ce qui caractérisait la ligne des trotskistes et, en suite, la ligne de l'opposition de Zinoviev), pas plus qu'avec la ligne politique antiléningiste des concessions illimitées aux éléments capitalistes, préconisée par les partisans de la théorie de Boukharine sur « l'intégration du koulak au socialisme ».

Le P.C. suit fermement sa ligne dans les conditions les plus difficiles, au moment où l'offensive socialiste se heurte à la résistance acharnée de toutes les forces antiprolétariennes, antisocialistes et, en fait, contre-révolutionnaires en Union soviétique et à l'étranger.

En constatant les tentatives désespérées des ennemis de classe d'empêcher l'œuvre de l'édification du socialisme en U.R.S.S., l'Internationale communiste salue la lutte révolutionnaire du P.C. de l'U.R.S.S. et du pouvoir soviétique contre les koulaks, contre les saboteurs, contre tous les agents de la contre-révolution mondiale. Le Présidium du C.E. de l'I.C. déclare que la lutte du P.C. de l'U.R.S.S. contre ses ennemis est en même temps la lutte de toute l'Internationale communiste, et

que cette lutte doit être menée de la façon la plus conséquente et irréductible.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. est convaincu qu'une direction juste de la classe ouvrière et que la mobilisation de toutes les forces créatrices nécessaires pour vaincre complètement les difficultés, seront d'autant mieux assurées que le P.C. de l'U.R.S.S. continuera à lutter irréductiblement contre toutes sortes d'oscillations et d'hésitations, pour une ligne de classe claire, nette.

Toutes les sections de l'I.C. doivent s'approprier l'expérience incomparable du P.C. de l'U.R.S.S., fort de son art léniniste de diriger les masses, de sa fermeté bolchéviste dans la lutte contre les écarts de la ligne du parti, de l'épuration systématique de la masse de ses adhérents et de l'union intime du parti avec les masses prolétariennes, grâce au large déploiement de l'autocritique.

Tout en saluant la direction léniniste du P.C. de l'U.R.S.S. au nom des sections de l'I.C., le Présidium du C.E. de l'I.C. déclare que toute l'Internationale communiste soutient entièrement et sans réserve la lutte impitoyable du P.C. de l'U.R.S.S. et de son Comité central pour les principes du léninisme, pour la ligne léniniste dans le P.C., pour la liquidation complète de la déviation de droite et des conciliateurs à son égard, contre toutes les manifestations de la phraséologie gauche, vestiges de la démagogie petite-bourgeoise et hystérique du trotskisme dont l'essence contre-révolutionnaire est aujourd'hui définitivement démasquée.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. souligne encore une fois l'importance énorme qu'a la lutte contre les déviations dans le P.C. de l'U.R.S.S., pour toutes les sections de l'I.C. et constate

avec joie la consolidation du P.C. de l'U.R.S.S. sur la base de la ligne léniniste seule juste et de la débâcle de tous les éléments et courants qui menaçaient d'affaiblir la capacité de lutte du P.C.

Les succès remportés dans l'exécution du plan quinquennal, et tout particulièrement la refonte socialiste de la campagne, constituent la cause réelle de la recrudescence des tendances agressives de l'impérialisme contre l'U.R.S.S.

Serré à en étouffer dans l'étau des contradictions insolubles aggravées encore par la crise sévissant aux États-Unis, impuissant à prévenir la propagande de cette crise à une série d'autres États capitalistes, l'impérialisme ne peut pas ne pas s'apercevoir que la réalisation du plan quinquennal équivaut à l'échec de ses propres plans. Les succès remportés dans l'exécution du plan quinquennal renforcent les positions de la dictature prolétarienne et du socialisme, condamnent à l'échec tous les plans de la bourgeoisie tendant à subjuguier le pouvoir soviétique par des mesures d'oppression économique.

Le plan Young qui est un plan de spoliation au profit des impérialistes (en premier lieu au profit des États-Unis) sur le dos des masses prolétariennes et semi-prolétariennes d'Europe et, en particulier, d'Allemagne, a sa pointe dirigée contre l'U.R.S.S.

Plus le niveau culturel et matériel des masses laborieuses de l'U.R.S.S. est élevé par le renforcement des positions socialistes, plus le problème du chômage est résolu avec succès au cours même du processus de l'édification du socialisme, plus il sera difficile à l'impérialisme de réaliser les principaux points de son programme, c'est-à-dire de rejeter tout le fardeau de la crise sur le dos des masses laborieuses des

pays capitalistes et coloniaux par une intensification encore plus inhumaine de la rationalisation, par le congédiement de masses ouvrières de plus en plus grandes et par la promulgation de nouveaux impôts.

En contraste flagrant avec le monde capitaliste en putréfaction, le pays de la construction du socialisme attire plus que jamais les regards des travailleurs et des opprimés de tous les pays qui voient dans l'Union soviétique le plus grand appui dans leurs luttes émancipatrices. Cela accélère chaque jour davantage le processus d'ébranlement de la stabilisation capitaliste.

Toutes les provocations à l'adresse de l'U.R.S.S., toutes les campagnes de mensonges et de calomnies ignobles déclenchées contre le pays de la dictature prolétarienne par la bourgeoisie et ses valets, le social-fascisme, en alliance avec le pape et toutes les forces réactionnaires du vieux monde, ne sont autre chose qu'un appel à la défense du koulak et une croisade contre la révolution prolétarienne internationale, et en premier lieu contre l'U.R.S.S., pilier de cette révolution.

Actuellement, où la tâche primordiale des impérialistes est d'empêcher par tous les moyens le progrès de l'offensive socialiste en U.R.S.S., le prolétariat mondial doit se montrer d'autant plus vigilant et toutes les sections de l'I.C. être d'autant plus sur leur garde.

Le Présidium du C.E. de l'I.C. rappelle encore une fois aux sections de l'I.C. toutes les décisions de l'I.C. relatives à l'organisation de la défense du pays de la dictature prolétarienne, seule patrie des travailleurs de tous les pays.

En adressant son salut bolchéviste chaleureux à la classe ouvrière, à la paysannerie avancée de l'U.R.S.S. et à l'armée rouge, le Présidium du C.E. de l'I.C. les assure que les

combats de classe livrés par le prolétariat sur un front toujours plus étendu dans le monde entier et que les combats toujours plus considérables de tous les opprimés sont indissolublement liés à l'œuvre de la défense de l'U.R.S.S., aux succès du grand plan de construction du socialisme, car les travailleurs de tous les pays ont clairement compris, et pour la première fois dans l'histoire de la lutte de classe, que la réalisation pratique de ce plan est le chemin qui les conduira à la conquête du socialisme dans le monde entier.

LA PRÉPARATION DU V^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

(Résolution sur le rapport de Lozovski)

Étant donné l'aggravation des luttes économiques et politiques de la classe ouvrière et l'essor général du mouvement ouvrier, le travail des syndicats révolutionnaires, de l'opposition révolutionnaire et de l'I.S.R., centre mondial du mouvement syndical révolutionnaire, acquiert une importance considérable.

Pour cette raison, précisément la préparation du V^e congrès de l'I.S.R. doit sortir des cadres habituels et traditionnels ; elle doit avoir un objectif bien marqué et un caractère prompt et décisif. Il faut que le V^e congrès marque une étape importante de tout le mouvement ouvrier mondial. Le IV^e congrès a eu une énorme portée pour la consolidation idéologique et organique des forces du mouvement syndical révolutionnaire.

Mais ce congrès s'est déroulé au début même de l'essor du

mouvement ouvrier, tandis que le V^e congrès se réunira dans les conditions d'une aggravation considérable des batailles de classes. Aussi, le V^e congrès de l'I.S.R., en vue de développer par tous les moyens l'action révolutionnaire dans les masses, devra-t-il aller plus loin dans sa façon de poser et de résoudre les questions soulevées par l'expérience des récentes batailles économiques de la période de crise croissante et de chômage de masses. Les tâches suivantes incombent à tous les partis communistes à l'occasion du V^e congrès :

1) Vérifier comment ont été mises en pratique les décisions du IV^e congrès et de la VI^e session du Conseil central de l'I.S.R. ;

2) Examiner l'état des fractions communistes dans les syndicats et rechercher les causes de la faiblesse de ces fractions ;

3) Vérifier minutieusement et discuter ouvertement les côtés faibles dans le travail des syndicats révolutionnaires et les méthodes à employer pour améliorer ce travail ;

4) Vérifier le travail de l'opposition syndicale et du mouvement de la minorité, porter particulièrement l'attention sur les formes de leur liaison avec les masses et les méthodes du travail d'organisation et du travail de masses ;

5) Soumettre dans la presse du parti les problèmes fondamentaux du mouvement syndical révolutionnaire mondial à une discussion qui en embrassera tous les aspects, en créant à cet effet des pages spéciales sous la rubrique : « *Pour le V^e congrès de l'I.S.R.* » ;

6) Prendre l'initiative d'une discussion dans les masses de toutes les questions relatives au V^e congrès, non seulement dans les conférences et congrès syndicaux, mais aussi directement dans les entreprises ;

7) Assurer, par le travail des fractions communistes, la représentation au V^e congrès des ouvriers et ouvrières travaillant à l'usine, en particulier des branches fondamentales de l'industrie (mines, métallurgie, transports, industrie chimique, etc...) ;

8) Tout le travail de préparation du V^e congrès mondial doit s'effectuer sous le signe d'une autocritique rigoureuse, d'une lutte énergique contre le légalisme syndical et l'opportunisme en pratique, et du renforcement, par tous les moyens, de l'action syndicale de masses.

Le Présidium de l'I.C. attache une importance exceptionnelle à la préparation sérieuse du V^e congrès de l'I.S.R. et charge toutes ses sections d'effectuer ce travail en se servant des méthodes de l'émulation révolutionnaire internationale.